



Conseil Économique
et Social

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/2000/88
30 novembre 1999

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS/ESPAGNOL/
FRANÇAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-sixième session
Point 16 b) de l'ordre du jour provisoire

RAPPORT DE LA SOUS-COMMISSION DE LA PROMOTION ET DE
LA PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME

b) ÉLECTION DES MEMBRES

Note du Secrétaire général *

1. Conformément aux résolutions 1334 (XLIV) et 1986/35 du Conseil économique et social, en date du 31 mai 1968 et du 23 mai 1986 respectivement, et aux décisions 1978/21 et 1987/102 du Conseil, en date du 5 mai 1978 et du 6 février 1987 respectivement, la Commission des droits de l'homme a élu au scrutin secret, à sa quarante-quatrième session, les 26 membres de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, rebaptisée en 1999 Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme, parmi les experts dont les États Membres de l'Organisation des Nations Unies avaient proposé la candidature sur la base suivante : a) sept membres parmi les États d'Afrique; b) cinq membres parmi les États d'Asie; c) trois membres parmi les États d'Europe orientale; d) cinq membres parmi les États d'Amérique latine; e) six membres parmi les États d'Europe occidentale et autres États.

*Étant donné sa longueur, l'annexe I au présent document n'est publiée que dans les langues originales, la Division des services de conférence de l'Office des Nations Unies à Genève n'étant pas habilitée à traduire des documents dépassant de beaucoup la limite de 32 pages recommandée par l'Assemblée générale (voir la résolution 1993/94, par. 1, de la Commission).

2. Conformément à la résolution 1986/35 du Conseil, les membres de la Sous-Commission sont élus pour un mandat de quatre ans et l'élection de la moitié d'entre eux et, le cas échéant, de leurs suppléants a lieu tous les deux ans. Le Président de la quarante-quatrième session de la Commission des droits de l'homme a procédé à un tirage au sort pour désigner les membres et, le cas échéant, leurs suppléants dont le mandat expirera au bout de deux ans sur la base suivante : trois membres parmi les États d'Afrique; trois membres parmi les États d'Asie; un membre parmi les États d'Europe orientale; trois membres parmi les États d'Amérique latine; et trois membres parmi les États d'Europe occidentale et autres États.

3. En 1990, 1992, 1994, 1996 et 1998, le mandat de la moitié des membres de la Sous-Commission ayant expiré, la Commission des droits de l'homme, à ses quarante-sixième, quarante-huitième, cinquantième, cinquante-deuxième et cinquante-quatrième sessions, a élu les nouveaux membres de la Sous-Commission et leurs suppléants¹.

4. La liste des membres actuels de la Sous-Commission est présentée à l'annexe II.

5. Le mandat de la moitié des membres de la Sous-Commission ayant expiré, la Commission des droits de l'homme est appelée, à sa cinquante-sixième session, à élire de nouveau des membres de la Sous-Commission et leurs suppléants sur la base suivante : quatre membres parmi les États d'Afrique; deux membres parmi les États d'Asie; deux membres parmi les États d'Europe orientale; deux membres parmi les États d'Amérique latine; et trois membres parmi les États d'Europe occidentale et autres États.

6. Dans sa résolution 1999/81 en date du 28 avril 1999, la Commission des droits de l'homme a demandé de nouveau aux États de proposer comme membres et comme suppléants des experts indépendants possédant une compétence reconnue dans le domaine des droits de l'homme, ainsi que de respecter pleinement l'indépendance des membres et de leurs suppléants. Elle a en outre prié les États qui proposaient des candidats à la Sous-Commission de présenter les candidatures suffisamment tôt pour permettre aux membres de la Commission d'évaluer minutieusement les qualifications et l'indépendance des candidats. On se souviendra que, dans sa résolution 1987/32, la Sous-Commission avait porté à la connaissance de la Commission des droits de l'homme la recommandation du Groupe de travail des formes contemporaines d'esclavage tendant à ce que la Commission s'efforce d'amener tous les gouvernements à désigner davantage de femmes pour être élues à la Sous-Commission.

7. En ce qui concerne la désignation des suppléants, le Conseil économique et social a décidé, dans sa résolution 1983/32, que :

¹Voir les rapports de la Commission des droits de l'homme sur sa quarante-sixième session (E/1990/22-E/CN.4/1990/94, chap. XXV), quarante-huitième session (E/1992/22-E/CN.4/1992/84, chap. XXIII), cinquantième session (E/1994/24-E/CN.4/1994/132, chap. XXIV), cinquante-deuxième session (E/1996/23-E/CN.4/1996/177, chap. XXII) et cinquante-quatrième session (E/1998/23-E/CN.4/1998/177, chap. XXIV).

"... nonobstant le paragraphe 2 de l'article 13 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social, les règles suivantes s'appliqueront désormais à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités :

a) Lors de la désignation d'un candidat à un siège à la Sous-Commission, il est loisible de désigner en même temps un expert de la même nationalité qui sera élu simultanément avec lui et pourra le suppléer temporairement dans ses fonctions et cas d'empêchement;

b) Les qualifications requises sont les mêmes pour les suppléants que pour les membres;

c) Est seul habilité à suppléer un membre dans ses fonctions l'expert qui a été élu suppléant, conformément aux dispositions de l'alinéa a) ci-dessus."

8. Au 15 novembre 1999, le Secrétaire général avait reçu des propositions de candidature à la Sous-Commission des pays suivants : Arménie, Bélarus, Cuba, Égypte, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Guatemala, Japon, Liban, Maroc, Népal, Norvège, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, République de Corée, Roumanie, Soudan et Tunisie.

9. Les autres communications et propositions de candidature qui seront reçues de gouvernements seront distribuées en tant qu'additifs au présent document.

10. On trouvera ci-après la liste des propositions de candidature reçues des gouvernements à ce jour; le curriculum vitae des candidats est présenté dans l'annexe I.

États d'Afrique

<u>État membre</u>	<u>Expert proposé</u>	<u>Suppléant proposé</u>
Égypte	M. Mounir ZAHRAN	
Éthiopie	M. Fisseha YIMER	
Maroc	Mme Halima Embarek WARZAZI	
Soudan	M. Ahmed M.O. EL MUFTI	
Tunisie	M. Lazhar BOUOUNY	Mme Hamida M'RABET LABIDI

États d'Asie

<u>État membre</u>	<u>Expert proposé</u>	<u>Suppléant proposé</u>
Japon	M. Yozo YOKOTA	Mme Yoshiko TERAO
Liban	M. Sami A. BEKDASH	
Népal	M. Kapil SHRESTHA	
République de Corée	M. Soo Gil PARK	Mme Chin Sung CHUNG

États d'Europe orientale

<u>État membre</u>	<u>Expert proposé</u>	<u>Suppléant proposé</u>
Arménie	M. Yuri BARSEGOV	M. Ashot MELIK-SHAHNAZARIAN
Bélarus	M. Stanislav OGURTSOV	
Roumanie	Mme Julia Antoanella MOTOC	Mme Victoria SANDRU

États d'Amérique latine

<u>État membre</u>	<u>Expert proposé</u>	<u>Suppléant proposé</u>
Cuba	M. Miguel J. ALFONSO MARTINEZ	M. Juan Antonio FERNANDEZ PALACIOS
Paraguay	Mme Soledad VILLAGRA	
Guatemala	Mme Otilia LUX DE COTÍ	Mme Juan CATINAC DE COYOY
Pérou	M. Manuel RODRÍGUEZ-CUADROS	

États d'Europe occidentale et autres États

<u>État membre</u>	<u>Expert proposé</u>	<u>Suppléant proposé</u>
Pays-Bas	M. Fried VAN HOOF	Mme Lammy BETTEN
Norvège	M. Asbjørn EIDE	M. Jan HELGESEN
États-Unis d'Amérique	M. David WEISSBRODT	Mme Barbara FREY

Annex I

BIOGRAPHICAL DATA

Mr. MOUNIR ZAHRAN (Expert)

(Nominated by the Government of Egypt)

Dr. Mounir ZAHRAN was born and raised in Cairo, Egypt, in 1935. He studied at the University of Cairo: Licence cum Laude in 1956, Political Economy Diploma in 1958 and Applied Economics Diploma in 1959 from same University. Later, Dr. ZAHRAN received a Diploma in Public Law in 1963 and a Ph.D. in International Law in 1966 from the University of Paris.

Dr. ZAHRAN was a practising attorney-at-law in Cairo from 1956 to 1958, then joined the Egyptian Diplomatic Corps in 1958. In the Ministry of Foreign Affairs Headquarters, he served in the Research, Economic and International Organizations Departments. He was also Chief, United Nations Technical Assistance Coordinating DPT from 1968 to 1969. He served as adviser to the Former Deputy Prime Minister and Minister for Foreign Affairs; as Deputy Director of the Economic Affairs Department in 1983-1984; as Special Envoy of the President of Egypt in the mediation between Senegal and Mauritania in 1989-1990; and as Director of the Department of International Organizations in 1990-1991.

In Egyptian diplomatic missions abroad, Dr. ZAHRAN served in the Egyptian Embassies in Paris, Brussels, Luxembourg and Washington D.C. He previously served as member of the Egyptian Permanent Mission to the United Nations in New York, the Egyptian Mission to the European Communities in Brussels and Ambassador to the Kingdom of Morocco. From August 1991 until July 1999 he was Permanent Representative of Egypt to the European Office of the United Nations and International Organizations having their seats in Geneva.

His experience with international organizations, meetings and conferences started with his participation in the Ministerial Preparatory Meeting of the First Non-Aligned Conference of Heads of State or Government held in Cairo in 1961. He attended the 14th UNESCO General Conference in Paris in 1966. In 1968, Dr. ZAHRAN was selected by the United Nations to participate in a group of 15 representatives from the developing countries to study the major problems of United Nations and specialized agency technical assistance programmes implemented in favour of the developing countries. At the United Nations in New York, he represented Egypt in several sessions of the United Nations General Assembly, in particular in the First, First Special and Second Committees. He represented Egypt also on the Outer Space and Sea-Bed Committees. At Geneva, he represented Egypt at the Conference on Disarmament, GATT, WTO, UNCTAD, specialized agencies and other international organizations.

Dr. ZAHRAN represented Egypt at the INTELSAT Plenipotentiary Conference, Washington D.C., 1969-1971, the ICEC (NORTH/SOUTH), Paris, 1975-1977, the Euro-Arab Dialogue Meetings at the Arab League Headquarters in Cairo and some of its meetings in Brussels: EEC/EGYPT Cooperation Council Meetings in Luxembourg in 1980 and 1984 and in Brussels in 1982, several Arab Summit Conferences, Islamic Conference Summit, Arab League

Council of Foreign Ministers, Islamic Conferences of Foreign Ministers and several Ministerial Meetings of the Organization of African Unity. He attended and/or elected chairman of several meetings of the Conference on Disarmament, GATT, WTO, ICAO, WIPO, IMF and IBRD, ECA, ESCWA, CAFRAD, MULPOC, AATPO, ICTP, GSTP, UNCTAD, the ILO Board and others.

Meetings and conferences recently chaired by Dr. ZAHRAN

President of the Committee of the participants in GSTP, Geneva 1991-1992.

Chairman of the WIPO Governing Body, Geneva 1992.

Special Coordinator of the Conference on Disarmament, Geneva, 1992, on the following questions:

Transparency in armament;

General and complete disarmament.

Chairman of the Conference on Disarmament/Ad Hoc Committee on Transparency in Armament, Geneva, 1993 session.

Chairman of the Committee on Trade and Development of GATT, Geneva, December 1992-January 1994.

President of the Conference on Disarmament, Geneva, August 1993-January 1994.

Coordinator of the African Group, Geneva, during the Uruguay Round negotiations of GATT.

Chairman of the GATT Committee on Trade and Development, GATT Council, GATT Contracting Parties in 1993, 1994 and 1995 respectively.

Chairman of the UNCTAD Standing Committee on Poverty Alleviation, 1995.

Personal Representative of the President at Group of 15 Developing Countries (G-15) since 1993.

Special Representative of President Mubarak at the G-15 and in its Buenos Aires Summit, 1995.

Leader of the Egyptian delegation to the Governing Council of ILO since 1995.

Chairman of the Government Group in the Governing Body of ILO, 1996-1997.

Chairman of the Government Group in the International Labour Conference ,1997.

Vice-Chairman of the fifty-third session of the Commission on Human Rights, 1997.

Chairman of the Board of Supervisors of the Personal Representatives of G-15, 1997-1999.

Vice-President of the Trade and Development Board, UNCTAD, 1998-1999.

Adviser to the Minister for Foreign Affairs of Egypt, July 1999.

Membership of international and national institutes

The UNITAR Trusteeship Board, Geneva;

The Council of the International Institute of Humanitarian Law, San Remo, Italy;

“Association des amis de la République française”, Paris;

The Egyptian Society for the United Nations, Cairo;

The Egyptian Society of International Law, Cairo;

The Association of Supporters of Human Rights, Cairo.

Dr. ZAHRAN has two works in the library of the University of Paris: “L’Administration locale en Egypte” and “L’Association internationale de développement et sa contribution au développement économique” and has published economic, legal and security articles in several periodicals in Egypt and other countries and in United Nations periodicals such as “Disarmament and UNIDIR Newsletter”.

He received the Order of the Republic, 2nd grade and the Order of Merit, 1st grade, from Egypt, the “Grand Chevalier de l’Ordre de la Couronne”, from Belgium, and the Alaouite Order, Grade Commander from Morocco.

Mr. FISSEHA YIMER (Expert)

(Nominated by the Government of Ethiopia)

Name Fisseha YIMER
Date of birth 2 August 1940
Nationality Ethiopian
Marital status Married, with two children
Education LL.B. (with distinction)
Addis Ababa University, 1970
(awarded the Chancellor's Medal)

LLM, University of Pennsylvania,
United States of America, 1972

Professional experience

Member, Sub-Commission on the Promotion and Protection of Human Rights since 1981.

Alternate Permanent Representative, Permanent Mission of Ethiopia, Vienna, 1992-1996.

Permanent Representative, Geneva, since 1996.

Deputy Minister for Foreign Affairs, Government of Ethiopia, March 1990 - November 1991.

Head, Legal Department, Ministry of Foreign Affairs, Government of Ethiopia,
September 1977 - March 1990.

Lecturer, Assistant Professor in public international law, School of Law, Addis Ababa University. Also taught criminal law, private international law and international trade law, July 1972 - September 1977.

Deputy Dean, School of Law, Addis Ababa University, July 1974 - February 1977.

Legal Expert, Office of the Auditor-General, Government of Ethiopia, 1970-1971.

Judge, High Court of Ethiopia, March-October 1975.

Secretary, National Law Revision Commission, Government of Ethiopia, November-June 1975.

Participant, External Programme, the Hague Academy of International Law, Nairobi, Kenya, 1976.

Participant, 1977 session of the Center for Study and Research in International Law and Relations, the Hague Academy of International Law, August-September 1977. Theme: "The legal regime of international rivers and lakes".

Representative of Ethiopia at the nineteenth session of the Asian-African Legal Consultative Committee, Doha, Qatar, January 1978.

Representative of Ethiopia at the first and second sessions of the United Nations Conference on Succession of States in Respect of Treaties, Vienna, April-May 1977, July-August 1978.

Representative of Ethiopia at the first to fifth sessions of the Preparatory Commission for the International Sea-Bed Authority and for the International Tribunal for the Law of the Sea, Kingston, Jamaica, March-April 1983, August-September 1984, Geneva, March-April 1985-1987, Kingston, Jamaica.

Representative of Ethiopia in the Sixth Committee (Legal) of the United Nations General Assembly during the thirty-third to thirty-fifth, thirty-eighth, fortieth to forty-third and fifty-third sessions.

Member of the Board of Directors, Ethio-Djibouti Railway Organisation, 1981-1992.

Judge, Organization of African Unity Administrative Tribunal, 1981-1984.

Member of the Ethiopian delegation, nineteenth to twenty-third and twenty-sixth sessions of the OAU Assembly of Heads of State and Government, Addis Ababa.

Chairman-Rapporteur, twelfth to twenty-seventh sessions, Working Group on Communications, Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities, 1981-1999.

Vice-Chairman, thirty-seventh session, Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities, 1983.

Chairman, forty-first session, Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities, 1989.

Chairman, Inter-Ministerial Committee of Experts on Transboundary Rivers, Government of Ethiopia, 1988-1989.

Charge d'Affaires, Embassy of Ethiopia, Vienna, Austria, October 1992 - January 1996.

Alternate Governor, Board of Governors, International Atomic Energy Agency, September 1993-1995.

Vice-President, Industrial Development Board, United Nations Industrial Development Organization, 1993-1994.

Vice-President, thirty-seventh regular session, General Conference, International Atomic Energy Agency, September 1993.

Chairman, African Group, Vienna, 1993.

Member of the Ethiopian delegation, fifth session, General Conference, United Nations Industrial Development Organization, December 1993, Yaoundé, Cameroon.

Member of the Ethiopian delegation, World Conference on Human Rights, 14-25 June 1993, Vienna, Austria.

Publications

Reflections on UN Peace-keeping and Peace-Enforcement, Ethioscope, a quarterly publication of the Ministry of Foreign Affairs of Ethiopia, vol. 1, No. 1.

International Law in the Constitution of the Federal Democratic Republic of Ethiopia, Ethioscope, vol. 1, No. 3.

The United Nations and Human Rights, Ethioscope, vol. 2, No. 2.

The Convention on the Non-Navigational Uses of International Water Courses, Ethioscope, vol. 3.

State Succession and the Legal Status of International Rivers in the Legal Regime of International Rivers and Lakes, Martinus Nijhoff Publishers, The Hague, 1981, paper presented to the 1977 session of the Centre for Studies and Research in International Law and International Relations, The Hague Academy of International Law.

Extradition in Ethiopian Law, Journal of Ethiopian Law, 1986-1987.

Membership in professional societies

American Society of International Law.

Ms. HALIMA EMBAREK WARZAZI (Expert)

(Nominated by the Government of Morocco)

Born	17 April 1933
June 1957	Bachelor of Arts (Literature)
November 1957	Member of the Ministry of Foreign Affairs
August 1957- September 1961	Cultural attaché at the Embassy in Washington
September 1962-October 1963	Member of the Cabinet of the Minister of Health
1964	Member of the Cabinet of the Minister for Foreign Affairs
1959-1994	Member of the Moroccan delegation to the General Assembly of the United Nations
September 1965	Vice President of the Social, Humanitarian and Cultural Committee of the General Assembly
September 1966	President of the Social, Humanitarian and Cultural Committee of the twenty-first session of the General Assembly, at which the International Covenants on human rights were adopted
February 1968	Member of the National Council on Planification and Social Promotion
May 1968	Member of the Moroccan delegation to the Tehran Conference on Human Rights
February 1960	Member of the Moroccan delegation to the twenty-first session of the Commission on Human Rights
May 1968	Member of the Commission on the Status of Women
April 1973; 1978-1993; 1992-1995	Member of the Sub-Commission
1973	Special Rapporteur on the exploitation of labour through illicit and clandestine trafficking
1974-1978	Member of the Committee on the Elimination of Racial Discrimination

1974-1984	Member of the International Civil Service Commission Member of the Council of the International Institute of Human Rights (René Cassin)
1970	Head of the Moroccan delegation to the World Conference against Racism (Geneva)
1980	Rapporteur of the Sub-Commission
1983	Chairperson of the Sub-Commission
1982-1986	Chairperson-Rapporteur of the Working Group of the Third Committee on the Rights of Non-Citizens
1985-1986	Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Traditional Practices Affecting the Health of Women and Children
January 1990	Director for International Organizations at the Ministry of Foreign Affairs and Cooperation
1991	Member of the Academic Commission on Human Rights of the International Institute of Humanitarian Law of San Remo
September 1991-April 1993	Chairperson of the Preparatory Committee of the World Conference on Human Rights
June 1993	Chairperson of the main committee of the World Conference on Human Rights
1994	Member of the non-governmental organization “Arab Thought Forum”
1995	Member of the National Committee for the Celebration of the Fiftieth Anniversary of the United Nations

Mr. AHMED M.O. EL MUFTI (Expert)

(Nominated by the Government of the Sudan)

Date and place of birth: 1 January 1949, Sudan

Qualifications

Certificate in Human Rights, ILO Centre, Turin, Italy, 1994.

Ph.D (Law), Khartoum University, 1990.

Certificate in Computer Science and Law, Kuwait, 1989.

Certificate in Equipment Leasing Contracts, International Development Law Institute, Italy, 1984.

Certificate in Negotiations, International Development Law Institute, Italy 1983.

Master's Degree (Law), United States of America, 1982.

Certificate in Law and Technology, United States of America, 1981.

Certificate in Law and Environment, United States of America, 1981.

Certificate in Legislative and Treaty Drafting and International Law, London, 1978.

Legal Profession Examination, 1973.

LL.B. (Honours), Khartoum University, 1973.

Experience

Rapporteur of the Advisory Council for Human Rights, 1994.

Solicitor-General for Human Rights and Humanitarian Law, Ministry of Justice, 1998.

Chairman of the Committee for the Eradication of Abduction of Women and Children, 1999.

Member of the Sudanese delegation to the annual sessions of the Commission on Human Rights since 1993.

Member of the Sudanese delegation to the United Nations General Assembly (Third Committee) since 1993.

Member of the Sudanese delegation to the annual sessions of the Sub-Commission, 1993-1997.

Member of the Sudanese delegation to World Conference on Human Rights in Vienna, 1993, and its preparatory meetings.

Has extensive experience in preparing and discussing periodic reports of the Sudan before the treaty bodies, in particular reports under the International Covenant on Civil and Political Rights and the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination in Geneva, 1994.

Head of the Sudanese delegation accompanying all the Rapporteurs of the Commission on Human Rights who have visited the Sudan since 1992.

Member of the Sudanese delegation to many regional human rights activities under the auspices of the African Commission or the Organization of the Islamic Conference.

External examiner and co-examiner for many post-graduate studies on human rights.

Active participant in many human rights awareness functions organized by human rights activists like Dr. Curtis Dobbler or by State institutions like the Training and Legal Reform Institution, the Judiciary, the Bar Association, the High Military Academy or international organizations like UNICEF.

Undertook a study of water and relief legislation in the Sudan (project SUD/98/005) financed by FAO, December 1998.

Leader of Task Group Seven (Legal Aspects), the Water Atlas Project, sponsored by the UNESCO Chair in Water Resources, February 1998.

Undertook a study of the legal framework of the water sector in the Sudan, sponsored by UNDP for the Ministry of Irrigation and Water Resources of the Sudan, June 1998.

Solicitor-General for Contracts and International Agreements, Ministry of Justice and Attorney-General's Chamber, Sudan, 1990-1998.

Rapporteur of the High Committee for International Watercourses in Sudan, as of 1995.

Member of the Panel of Experts of the Nile Basin Countries.

Member of the Ethiopian-Sudanese Technical Advisory Committee for Water Resources.

Member of the Sudanese delegation to all United Nations meetings which have discussed the Convention on the Law of the Non-Navigational Uses of International Watercourses.

Attending the series of Nile 2001 Conferences.

Led the defence counsel of the Bank of the Sudan in a commercial law case before the British courts, 1996-1998.

Led the defence counsel of the Sudan Agricultural Bank in a commercial law arbitration before the International Chamber of Commerce (ICC) in Paris, 1994.

Led the defence counsel of the Roads and Bridges Corporation in a commercial law arbitration before the International Chamber of Commerce (ICC) in Paris, 1995-1998.

Member of the Arab Association for International Arbitration, Paris, as of 1992.

Chairman, Law Revision Committee, Sudan, 1992.

Head of the Legal Department, Sudan Development Corporation, 1990-1991.

Chairman of the Committee for Reviewing International Trade Agreements between the Sudan and other countries, 1990.

Legal expert, seconded to Kuwait, 1987-1990.

Legal expert in the Arab Authority for Agricultural Investment and Development, 1985-1987.

Head of the Legal Department, General Petroleum Corporation, Khartoum, 1983-1985.

Legal Counsel, Ministry of Energy and Mining, Sudan, 1979-1980.

Head of the Law Commission, Sudan, 1978-1979.

Legal Counsel, the Attorney-General's Chambers, Sudan, 1973-1978.

Publications

An article about petroleum investment agreements in the SLJR, the Sudan Law Journal and Reports 1989, pp. 337-351.

An article about arbitration in petroleum investment agreements and other agreements in the SLJR, the Sudan Law Journal and Reports 1989, pp. 352-360.

An article about applicable law in the Chevron Agreement in the SLJR, the Sudan Law Journal and Reports 1989, pp. 361-369.

A comparative study of international humanitarian law and international human rights law (under publication).

Additional observations of the Government of the Sudan to the Commission on Human Rights, 1993 (E/CN.4/1993/R.2/Add.2).

Comments on the interim report on the situation of human rights in the Sudan, 1993 (A/C.3/48/17).

Comments on the Report of the Special Rapporteur, 1994 (A/49/82).

Additional information under the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination, 1994 (CERD/C/SR.1053) 12 August 1994.

Response to the Interim Report on the Situation of Human Rights in the Sudan, 1994 (A/C.3/49/22).

“The crocodile tears”, response by the Government of the Sudan to the book published by Amnesty International, “The Tears of Orphans”, 1995 (E/CN.4/1995/174).

Human Rights and the Freedom of Religion (under publication).

Teaching experience

School of Law, University of Khartoum (Commercial Law).

High Institute for Environmental Studies, Khartoum, 1985.

External examiner and supervisor of many post-graduate studies.

Social status: Married, with six sons.

M. LAZHAR BOUOUNY (Expert)
(Nominated by the Government of Tunisia)

Né à Redayef, Tunisie, le 2 avril 1948
Professeur à la Faculté de droit et des sciences politiques de Tunis

Langues : arabe, français, anglais

Diplômes

Maîtrise en droit public, Faculté de droit et des sciences politiques de Tunis

Diplôme d'études supérieures de droit public, 1971

Diplôme d'études supérieures de sciences politiques, 1972

Doctorat d'État en droit (droit international) (mention très bien avec félicitation du jury), 1980

Agrégation en droit public et sciences politiques (major de promotion)

Carrière académique

Assistant, puis maîtrenassistant à la Faculté de droit et de sciences politiques de Tunis, 1973-1980

Professeur de droit international et de droit constitutionnel à la Faculté de droit et de sciences politiques de Tunis depuis 1980

Doyen de la Faculté de droit et de sciences politiques de Tunis, 1987-1989

Président de l'Université du Centre à Sousse, 1990-1995

Professeur invité aux Universités de Paris I, Nice, Rome, Genève, Bruxelles, New York, Strasbourg et Toulouse

Activités extra-académiques

1. À l'échelle internationale

Représentant de la Tunisie à la Commission juridique de l'Assemblée générale de l'ONU (Sixième Commission) de 1979 à 1983

Membre de l'équipe d'experts dans l'affaire du plateau continental tuniso-libyen devant la Cour internationale de Justice

Membre de la Commission arabe de droit international, 1980-1986

Consultant des Nations Unies sur les questions du désarmement

Membre des panels de la Commission d'indemnisation des Nations Unies (suites contentieuses du conflit Iraq/koweït)

Animateur de cycles de formation et de diffusion des droits de l'homme destinés aux magistrats, organisés avec le soutien de l'Union européenne

Consultant du CICR sur les questions de droit humanitaire et des droits de l'homme

Vice-Président de la Cour maghrébine de justice, 1989-1997

Observateur international des élections au Pakistan, au Chili, en Roumanie, au Mali et au Burkina Faso

2. À l'échelle nationale

Membre du Conseil constitutionnel tunisien depuis 1987

Membre du Comité national d'éthique médicale depuis 1997

Vice-Président de l'Association tunisienne des anciens auditeurs de l'Académie de droit international

Président de l'Association tunisienne de droit international et transnational

Vice-Président du Centre tunisien de conciliation, de médiation et d'arbitrage

Travaux et publications scientifiques

Auteur de nombreuses publications dans des revues nationales et internationales, notamment :

1. En matière de droits de l'homme et de droit humanitaire

Le droit au développement dans la charte d'action économique arabe, Revue tunisienne de droit, 1985

La supériorité des engagements internationaux en matière de droits de l'homme, Tunis, 1990

Les droits de l'homme à la fin du XXe siècle, actes du Colloque de la Faculté de droit et de sciences politiques de Tunis, 1994

La liberté de conscience, in 1er Colloque universitaire, Université Van, Amsterdam, 1995

La culture de participation politique, Académie tunisienne des sciences, des lettres et des arts (Beit Al Hikma), 1996

Les réserves aux traités relatifs aux droits de l'homme, communication au Colloque international organisé par la Faculté de droit et de sciences politiques de Tunis, 1997

Droits de l'homme, droit humanitaire et responsabilité des États, in Les aspects nouveaux de la responsabilité internationale, actes du Colloque de l'Association tunisienne de sciences politiques, 1996

Propos sur le Pacte national, Annuaire d'Afrique du Nord, 1997

Rapports de pouvoir et démocratie consensuelle in Citadenza, Literta et Democrazia, Bologne, Mulino, 1998

La protection de l'enfance dans les systèmes juridiques des pays méditerranéens, communication aux travaux du Colloque international de Tunis, CPU 1998

Les droits de l'homme à l'ère de la mondialisation, actualités juridiques tunisiennes, 1999

Le droit humanitaire à l'aube du XXIe siècle : nouveaux défis, nouveaux enjeux, actes du Colloque international de l'Association tunisienne de droit international et transnational sur la protection des victimes dans les conflits armés à l'aube du XXIe siècle, 1999

2. En matière de droit international et de droit constitutionnel

Manuel de droit international (les sujets du droit international, les sources du droit international, le domaine public international, les droits de l'homme), Tunis, 1992

Manuel de droit constitutionnel (la théorie générale de l'État, les régimes politiques, les institutions politiques de la Tunisie, Tunis, 1999

Réflexions sur l'introduction du référendum en droit constitutionnel tunisien, Revue tunisienne de droit, 1978

Les États arabes et le droit de la mer, Revue générale de droit international public, 1982

Le régime des décisions dans les organisations internationales, Annuaire français de droit international, 1982

Commentaire de l'article 55 de la Charte de l'ONU in JnP. Cot et A. Pellet, la Charte de l'ONU : Commentaire article par article, Paris Economica, 1988

La Cour maghrébine de justice, Revue belge de droit international, 1993

Remarques sur le contrôle de la constitutionnalité des lois en Tunisie, Melanges Hareth Mzioudet, publication de la Faculté de droit et de sciences politiques de Tunis, 1994

Révisions constitutionnelles et transition démocratique, Colloque organisé par le laboratoire de droit constitutionnel de la Faculté de droit et de sciences politiques de Tunis, 1996

Regard sur la Commission d'indemnisation des Nations Unies, Annuaire français de droit international, 1997

La Cour pénale internationale, actualités juridiques tunisiennes, 1998

Le néo-constitutionnalisme, Colloque tunisonitalien, Faculté de droit et de sciences politiques de Tunis, 1998

Les fondements du constitutionnalisme et du réformisme in Quarante ans de vie politique et constitutionnelle. Actes du Colloque organisé par le laboratoire de droit constitutionnel de la Faculté de droit et de sciences politiques de Tunis, 1999

Ms. HAMIDA M'RABET LABIDI (Alternate)
(Nominated by the Government of Tunisia)

Née à Bizerte, Tunisie, le 18 avril 1953
Avocate à la Cour de cassation de Tunis

Langues : arabe, français, anglais

Diplômes

Maîtrise en droit, Faculté de droit de Tunis, 1977

Certificat d'aptitude à la profession d'avocat, 1978

Activités nationales

Membre de l'alliance des femmes de carrières juridiques de l'Union nationale des femmes de Tunisie, 1981

Vice-Présidente de la Fédération africaine des femmes juristes, 1982

Membre du Bureau exécutif de l'Union nationale des femmes chargée de l'information, 1986

Membre du Conseil économique et social :

Présidente de la Commission des relations extérieures et de la coopération internationale : Chargée de la conduite des rencontres entre le CES de Tunisie et le CES de l'Europe concernant la politique méditerranéenne de la Communauté

Vice-Présidente du Conseil en 1992

Membre de la Commission nationale de la famille, 1992

Membre de la Commission nationale pour la révision du Code de la famille, 1992

Vice-Présidente de la Commission femme de l'Union internationale des organismes familiaux, 1993

Conseillère juridique auprès de la Chambre des femmes chefs d'entreprise au sein de l'Union tunisienne du commerce et de l'industrie

Présidente fondatrice de l'Association de juristes euro-méditerranéennes (en cours de constitution)

Activités internationales

A pris part à plusieurs conférences internationales, dont :

La Conférence mondiale sur les droits légaux de la famille, à Varsovie

La Conférence mondiale sur les droits économiques, tenue à Curtiba au Brésil

La Conférence mondiale sur la santé de la famille, en Grèce

La Conférence régionale sur les droits des familles émigrées, à Tunis

La Conférence mondiale des droits de l'homme, à Vienne

Travaux scientifiques

Auteur de plusieurs articles et études, dont :

Femme tunisienne face à l'intégrisme

Droits des femmes et volonté politique

Relation CEE/UMA

Femme tunisienne : acquis et défis

Les droits légaux, économiques, sociaux et politiques de la famille

Mr. YOZO YOKOTA (Expert)

(Nominated by the Government of Japan)

Date of birth: 17 October 1940

Present status: Professor of International Law, Faculty of Law,
The University of Tokyo

University address: 7-3-1 Hongo, Bunkyo-ku, Tokyo 113-0033, Japan
Tel: 81-3-5841-3201 - Fax: 81-3-5841-3174

Home address: 6-30-12 Seijo, Setagaya-ku, Tokyo 157-0066, Japan
Tel: 81-3-3483-1512 - Fax: 81-3-3483-1687

Education

June 1959	Graduated from Media High School, Media, Pennsylvania, United States of America
March 1960	Graduated from High School attached to Tokyo University of Education (now the University of Tsukuba)
March 1964	Graduated from International Christian University, Tokyo, with B.A. in International Relations
March 1966	Graduated from the Graduate School of Law and Politics (Master's Course), the University of Tokyo, with LL.M.
March 1969	Graduated from the Graduate School of Law and Politics (Doctor's Course), the University of Tokyo, with LL.D.

Professional Experience

April 1969	Instructor, International Christian University
April 1971	Assistant Professor, International Christian University
April 1974	Associate Professor, International Christian University
April 1979	Professor, International Christian University
April 1995	Professor, Faculty of Law, the University of Tokyo

Other Experience

August 1958-July 1959

Exchange student at media High School Pennsylvania, under the American Field Service Exchange Program

September 1971-July 1972

Fulbright Visiting Scholar at Columbia University School of Law

October 1974-December 1976

Attorney (later Counsel) in the Legal Department of the World Bank

March-December 1983

Visiting Professor at the University of Adelaide, South Australia

January-August 1984

Visiting Professor at the University of Michigan Law School

September 1984-March 1985

Visiting Professor at Columbia University School of Law

August 1988-present

Alternate Member of the Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities (now the Sub-Commission on the Promotion and Protection of Human Rights)

April 1992-May 1996

Special Rapporteur on the situation of human rights in Myanmar, appointed by the Commission on Human Rights

August 1996-present

Commissioner, International Commission of Jurists

April 1997-present

Adjunct Professor, the Institute of Advanced Studies, the United Nations University

Membership in professional associations

The Japanese Association of International Law (Member of the Board of Directors)

The Japanese Association of World Law (Member of the Board of Directors)

The Japan Association of International Human Rights Law
(Member of the Board of Directors and the Chairman of the Planning Committee)

The Japan Association of International Economic Law (Member of the Board of Directors)

The Japan Association of International Relations (Member of the Board of Councillors)

The Japan Association of United Nations Studies (Member of the Board of Directors and Secretary-General)

The American Society of International Law (Member)

International Law Association (Member)

Major professional publications

1. Books

International Society and Law - Conditions for Peace and Development,
Association for the Promotion of Education through the University of the Air, 1986
(Japanese)

Twentieth Century and International Organization, Institute for Basic Studies in
International Relations, 1989 (Japanese)

2. Co-authored books

Case Studies on Territorial and Border Disputes, Tokyo University Press, 1979 (Japanese)

Lectures on International Law, Yuhikaku Publishing Company, Tokyo, 1982 (Japanese)

Japanese International Law Cases - State Recognition, Institute of International Affairs of
Japan, 1983 (Japanese)

International Economic Law, Seirin Shoin Publishing Company, Tokyo, 1987 (Japanese)

International Law, United Nations and Japan, Kobundo Publishing Company, Tokyo, 1987
(Japanese)

Japanese International Law Cases - Resumption of Diplomatic Relations and Recognition of
Government, Keio Tsushin Publishing Company, 1988 (Japanese)

Japanese International Law Cases - Territories, Keio Tsushin Publishing Company, 1990
(Japanese)

Theory and Practice of International Organization, Kokusai Shoin Publishing Company, 1992 (Japanese)

International Court of Justice - Judgments and Opinions, vol. 2 (1964-93), Kokusai Shoin Publishing Company, 1996 (Japanese)

Introduction to International Law, Yuhikaku Publishing Company, 1996 (Japanese)

Preventive Diplomacy, Kokusai Shoin Publishing Company, 1996 (Japanese)

Lectures in International Relations, Yuhikaku Publishing Company, 1996 (Japanese)

International Policy of Modern Japan, Yuhikaku Publishing Company, 1997 (Japanese)

International Court of Justice - Judgments and Opinions, vol. 1 (1948-63), Kokusai Shoin Publishing Company, 1999 (Japanese)

Introduction to International Organization, Kokusai Shoin, 1999 (Japanese)

3. Translation of books

Kenneth E. Boulding, A Primer on Social Dynamics, The Free Press, New York, 1970 - Japanese translation published by Kodansha Publishing Company, Tokyo, 1979

Maurice Bertrand, The Third Generation World Organization, Martinus Nijhoff Publishers, Dordrecht/Boston/London, 1989 - Japanese translation published by Kokusai Shoin Publishing Company, 1991

Maurice Bertrand, l'ONU, Editions La Découverte, Paris, 1994 - Japanese translation published by Kokusai Shoin Publishing Company, 1995

4. Articles and notes in English

“Japan’s participation in international organizations”, Proceedings of the 69th Annual Meeting of the American Society of International Law, 1975

“Non-political character of the World Bank”, The Japanese Annual of International Law, No. 20, 1978

“The boundary between deep sea-bed and continental shelf”, The Frontier of the Seas, the Ocean Association of Japan, 1981

“Legal character of international organizations”, The Journal of Social Sciences, vol. 21, No. 1, 1982

“How useful is the notion of ‘international public corporation’ today?”, Essays in International Law in Honour of Judge Manfred Lachs, 1984

“Toward a pacific community - who will take the initiative?”, The Journal of Social Sciences, vol. 23, No. 2, 1985

“Human rights and humanitarian issues in regional and global perspectives”, Publications of the Japanese-German Center Berlin, vol. 4, 1990

“How Japan Can Contribute to Human Rights”, Japan Review of International Affairs, vol. 9, No. 2, Spring 1995

“A charter for a new world organization: comments on Mr. Maurice Bertrand’s proposal”, M. Bertrand and D. Warner, eds., A New Charter for a Worldwide Organisation?, Kluwer Law International, 1997.

“A nation’s accountability and responsibility: the case of comfort women in Japan”, Human Rights Dialogue, vol. 8, March 1997

“Preventive diplomacy in the context of the United Nations”, Bert Edström, ed., The United Nations, Japan and Sweden: Achievements and Challenges, The Swedish Institute of International Affairs and the Center for Pacific Asia Studies, 1998

“International justice and the global environment”, Journal of International Affairs, vol. 52, No. 2, Spring 1999

“Rethinking Japan’s U.N. diplomacy”, Japan Review of International Affairs, vol. 13, No. 2, Summer 1999

Ms. YOSHIKO TERAO (Alternate)

(Nominated by the Government of Japan)

Law Faculty, University of Tokyo
7-3-1 Hongo, Bunkyo-ku
Tokyo, JAPAN 113-0033
Phone: 03 (3812) 2111

3-53-1 Kotakecho Nerima-ku
Tokyo, JAPAN 176-0004
Phone: 03 (3972) 6320

Date of birth 8 January 1954

Present status Professor of Comparative Study of Anglo-American Law,
Faculty of Law,
University of Tokyo

Education University of Tokyo, LL.B., 1977
Harvard Law School, LL.M., 1980

Employment

April 1977-March 1982 Research Assistant of Law Faculty of University of Tokyo
February 1983-April 1996 Associate Professor of Law, University of Tokyo
April 1996-present Professor of Law, University of Tokyo

The Law Faculty of the University of Tokyo has a research assistant programme that is comparable to Ph.D. programme in law. A research assistant is required to write a thesis that is comparable to a Ph.D. dissertation in three years. The majority of the professors on the Faculty of Law of University of Tokyo therefore do not have a Ph.D.

Other experience

June 1983-July 1985 Visiting Scholar at Columbia Law School
Sept. 1995-Jan. 1996 Visiting Scholar at Harvard Law School
April 1999 Visiting Professor at Columbia University Law School

Membership in professional associations

Japanese American Society for Legal Studies
Japanese Society for Comparative Legal Studies
International Association of Legal Science

Major publications

- Book: Dictionary of Anglo-American Law, The University of Tokyo Press, 1991
(Edited by seven co-editors; the chief editor was Hideo Tanaka) (Japanese)
- Articles: “Development of land-use planning law and protection of private property in the United States of America” Hougaku Kyokai Zassi, vol. 100, pp. 270-372, 1735-1822 (1983), vol. 101, pp. 64-155, 270-319, 357-420 (1984) (Japanese)
- “The President of the United States of America”, Hougakukyosistu, vol. 131, pp. 16-21 (1991) (Japanese)
- “‘Just’ compensation and set-off of benefit in American law”, Hougaku Kyokai Zassi, vol. 112, pp. 1503-1608, 1995 (Japanese)
- Book chapters: “Development of private residential government and limits of majority ruling in the United States of America: condominiums and cooperatives”, Eibeihouronsyu, pp. 281-331 (Tokyo University Press, 1987, Kouichiro Fujikura ed. (Japanese)
- “Recent development of ‘public use’ requirement in the United States: Poletown case”, Kokka to Shimin, vol. 1, pp. 428-483, Uhikaku 1987, Kokkagakkai ed. (Japanese)
- “Will and estate planning in the United States”, Gendai Kazoku Hou, vol. 6, pp. 243-266, Hyoronsya, 1992, Takeshi Kawai et al. eds. (Japanese)
- “Fair sharing of cost of city infrastructure: comparative legal analysis of non-functioning of Japanese special assessment”, Kaihatsturieki Kangenron Toshi niokeru Tochisyou no Arikata, pp. 100-143, Nihon Jyutaku Sougou Senta, 1993 (Japanese)
- “Twofold character of municipal corporation as public/private: one phase of development of local government law in the United States”, Soto kara Mita Nihon Hou, pp. 127-53 (Tokyo University Press, 1995, Shiro Isbii & Norio Higuchi eds. (Japanese)
- “Limit of Japanese modern law in city planning: non-existence of the public who can recognize the public character of land”, Genzai no Hou, vol. 9: Toshi to Hou, Iwanami Kouza, 1997 (Japanese)
- “Professional Responsibility”, Minpou to Sintakuhou no Kousaku, Trust 60, 1998 (Japanese)
- “Land trust; trust by will; charitable trust”, Syoiji Shintaku House, Yuhikaku, 1988 (Japanese)

“The public and the private in the construction of public space for desired land-use in the United States” (forthcoming) (English)

Translations: Abram Chayes, The Role of the Judge in Public Law Litigation, 89 Harv. L. Rev. 1281, 1976, [1978-1] Amerika Hou 1-50

Frances Elizabeth Olsen, The Role of Feminism in the Transformation of American Law, 1955-1995: Toward a Post-Modern Understanding of Japan, Jurisuto, vol. 1118, vol. 1119, 1997

Frances Elizabeth Olsen, The Family-Market Dichotomy and the Erosion of the Public-Private Distinction (forthcoming)

Mr. SAMI A. BEKDASH (Expert)

(Nominated by the Government of Lebanon)

Nationality: Lebanese

Date of birth: June 1935

Place of birth: Byblos, Lebanon

Address: c/o P.O. Box 361 - Beirut
Tel: 01/276380 - 01/747430 - 03/815744

Education: Licencié (Law)
Licencié (English)
M.A. (English)
Ph.D. (English)

Work experience: LL.B. (Lebanon) - Lawyer
Manager Beirut office, Ministry of Oil
(Ex-Iraq Petroleum Company)
Lecturer in Law (Lebanese University)
Lecturer in English (Lebanese University)
Lecturer in English (Beirut Arab University)

Languages: Arabic, English, French

Mr. KAPIL SHRESTHA (Expert)

(Nominated by the Government of Nepal)

Date of birth: 20 November 1955

Nationality: Nepalese

Marital status: Married with two children, one daughter - one son

Address: G.P.O. Box 6312, Kathmandu, Nepal
Tel: 977-1-416877 (R), 411033 (O)
Fax: 977-1-533353
E-mail: hcc@acdc.wlink.com.np

Education: M.A. (Political Science), Tribhuvan University, Nepal, 1977
Special courses and research fellowships in International Relations,
Research, Methodology, Human Rights, Social Works from different
reputed universities and institutions in the United States of America, the
Philippines, the Netherlands, India, etc.

Languages: Excellence in English and Nepali. Fluency in several South Asian
languages and dialects.

Membership of professional societies

Currently:

President, Human Rights Organization of Nepal (HURON), since 1996

Convener, National Election Observation Committee (NEOC)

Vice President, Tulasi Mehar UNESCO Club (one of the biggest literacy NGOs in Nepal)

Member, Social Welfare Council (SWC)

Member, Governing Board, South Asian Forum for Human Rights (SAFHR)

Faculty Adviser, Women Studies Department, Padma Kanya Girl's College, Kathmandu,
Nepal

Member, Ganesh Man Singh Foundation

Member, Ganesh Man Singh Academy

Adviser, NGO Federation of Nepal and many other social and educational organizations

Member, Academic Council, Tribhuvan University, Nepal

Executive Committee Member, Asian Election Monitoring Network, which monitored elections in Bangladesh, Cambodia, Indonesia, etc.

In the past:

President/General Secretary, Nepal University Teachers' Association (NUTA)

Vice President/General Secretary, HURON

Member, Board of Directors, Nepal Television, 1990-1992

General Secretary, HURON's Task Force for Free and Fair Elections, 1992

Member, High-Level Commission for Rehabilitation and Welfare of Victims and Individuals Insured during the Peoples' Movement, 1990

Member, Governing Board, Higher Education Project, Tribhuvan University/World Bank

Member, High-Level Task Force on Mainstreaming of Youth in Nepal, His Majesty's Government, Nepal, 1996

Member, High-Level Task Force on Human Rights Protection and Promotion, His Majesty's Government, Nepal, 1997

General Secretary, Society for International Development, Nepal Chapter, 1988-1991

Actively helped to form several Asia-Pacific level organizations like Asian Cultural Forum on Development (ACFOD), Bangkok

Senate Member, Tribhuvan University, Nepal

Pioneering Member of Amnesty International's movement during 1970s and 1980s

Employment record

1980 to the present: Associate Professor in the Graduate Faculty of Political Science, Tribhuvan University, Kirtipur

January-December 1982: Planning and evaluation expert, "UNESCO education for rural development project, Seti zone"

September 1977-July 1979: Regional Planning and Supervision Chief, National Development Service (NDS) Directorate, Tribhuvan University (NDS - a study-service scheme require degree students in Nepal to engage in developmental and extension works in the rural areas for a year)

Also, participated in the NDS pilot project as a volunteer, 1974-1975

Seminars/workshops

Convener/resource person/participant in numerous workshops, seminars, symposiums, training programmes on such themes as human rights, women's rights, children's rights, minority rights, literacy and awareness-building activities, social activism, higher education, teacher activism, election monitoring in Nepal, South and South-East Asia and many parts of the world.

Publications

Numerous publications in scholarly journals and other publications from Nepal and many other countries in English, Nepali and other regional languages.

Research/consultancies

Numerous research and consultancies; mission member in numerous national, international and multilateral research and appraisal activities.

Major focus of research and expertise

Human rights advocacy and action, ethnicity, social activism, rural development appraisal, institution building, literacy. Nepalese politics, international relations, political theory, political evaluation and appraisals, election monitoring and observation.

Travels

All over Nepal. Extensively over South Asia, South-East Asia and the Pacific, Europe and the United States of America.

Mr. SOO GIL PARK (Expert)

(Nominated by the Government of the Republic of Korea)

Career service

1963	Joined the Ministry of Foreign Affairs
1969-1971	Chief, Division of Treaty Affairs
1973-1974	Chief, Division of Northeast Asian Affairs
1974-1975	Counsellor, Embassy in Australia
1976-1977	Counsellor, Permanent Observer Mission to the United Nations, New York
1977-1980	Director-General, Treaty Affairs
1980-1984	Deputy Permanent Observer, Permanent Observer Mission to the United Nations, New York
1984-1986	Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to The Kingdom of Morocco
1986-1988	Deputy Minister for Political Affairs
1988-1991	Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to Canada
1991-1993	Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary, Permanent Representative of the Republic of Korea to the United Nations Office in Geneva
1993-1995	Chancellor, Institute of Foreign Affairs and National Security
1995-1998	Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary, Permanent Representative of the Republic of Korea to the United Nations in New York
1996-1997	Chief Representative of the Republic of Korea, United Nations Security Council
1995-1999	Personal Envoy of the President to the Group of 16 on the Issue of United Nations Reform and Millennium Assembly

Educational background

- | | |
|------|--|
| 1959 | Graduated from Law School Korea University (BA in Law) |
| 1969 | Graduated from School of International Relations, University of Southern California (MA in Humanitarian International Law) |

Academic activities

- | | |
|--------------|--|
| 1969-1973 | Visiting Professor, Graduate School of Korea University, Seoul |
| 1998-present | Distinguished Professor, Graduate School of Advanced Studies (International Relations), Korea University, Seoul. |

Writings

Regular contributor of columns to leading newspapers in the Republic of Korea (including widely read articles on human rights issues)

“Legal aspects of the repatriation of the prisoners of war in the Korean conflict” (monograph published in the University of Southern California and Korea University)

Human rights activities

- | | |
|-----------|---|
| 1970s | Overall policy formulation and supervision of Korean delegations negotiations concerning Protocols I and II additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949 and relating to protection in international and non-international conflict |
| 1991-1993 | Head of the delegation of the Republic of Korea to the forty-seventh to forty-ninth sessions of the Commission on Human Rights |
| 1991-1993 | Head of the observer delegation of the Republic of Korea to the forty-third to forty-fifth sessions of the Sub-Commission |
| 1992 | Head of the delegation of the Republic of Korea at the forty-fifth session of the Human Rights Committee |
| 1995-1998 | Overall policy direction and supervision of activities of the delegation of the Republic of Korea in the Third Committee of the United Nations General Assembly. |

June 1997

Took initiative towards organizing an open debate in the United Nations Security Council to discuss issues relating to “The protections for humanitarian assistance to refugees and others in conflict situations”. As a result the Council, in June 1997, adopted a presidential statement entitled “Protection for humanitarian assistance to refugees and others in conflict situations”. This statement paves the way for greater involvement of the Security Council in human security issues transcending territorial boundaries.

Ms. CHIN SUNG CHUNG (Alternate)

(Nominated by the Government of the Republic of Korea)

Education

- 1978-1984 University of Chicago, United States of America
(Ph.D. in Sociology)
- 1976-1978 Graduate School of Sociology, Seoul National University (MA)
- 1972-1976 Department of Sociology, Seoul National University (BA)

Professional experience

- 1996-Present Associate Professor, Department of Sociology, Seoul
National University
- January/February 1996 Visiting Scholar, Department of Sociology, University of Bristol,
England
- 1989-1990 Visiting Scholar, Institute of Social Sciences, Tokyo University,
Tokyo
- 1985-1996 Assistant Professor, Associate Professor, Department of
Sociology, Duksung Women's University, Seoul

Activities

- Executive Member, Korean Council for the Women Drafted for Military Sexual Slavery by
Japan
- Member, Advisory Committee for Policies, YWCA
- Member, Board of Trustees, Korean Institute for Women's Social Education
- Member, Inquiry Commission, Ministry of Public Health and Welfare
- Member, Committee for Alleviation of Control, Ministry of Education
- Member, Advisory Committee for Policies, Ministry of Unification

Conference participation (on human rights)

- 1992 Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities
- 1993 Vienna World Conference on Human Rights
- 1995 Working Group on Contemporary Forms of Slavery
- 1998 International Labour Organization Conference
- 1999 International Labour Organization Conference

Major publications

In English

- 1998 “Depression of women’s subjectivity formation and the mobilization of comfort women”, 4th Pacific and Asia Conference on Korean Studies, the University of Columbia, Vancouver
- 1997 “The origin and development of the military sexual slavery problem in imperial Japan” in Positions (Special Issue, the Comfort Women: Colonialism, War and Sex) vol. 5, No. 1 (Duke University Press)
- 1997 “Cultural Values and Work Attitudes of Korean Industrial Workers in Comparison with Those of the United States and Japan”, in Work and Occupations, vol. 24, No. 1 (Sage)
- 1996 “Sociology in Korean and gender issues”, ISA Pre-Congress Volumes, Sociology in East Asia and Its Struggle for Creativity, International Sociological Association
- 1995 “Korean women Drafted for Military Sexual Slavery by Japan”, in Keith Howard, ed. True Stories of the Korean Comfort Women (London: Cassell)
- 1995 “Conception of [Nation] in the Women’s Studies and Women’s Movements in Korea”, in The Journal of Pacific Asia, vol. 3 (Tokyo, Japan)
- 1995 “Gender bias in social policies and women’s studies of Korea” in Bulletin of Institute for Women’s Studies, No. 8 Ochanomizu University (Tokyo, Japan)
- 1995 “An overview of the colonial and socio-economic background of Japanese military sex slavery in Korea”, in MUAE, vol. 1 (New York)

- 1994 “Wartime State violence against women of weak nations: military sexual slavery enforced by Japan during World War II”, in Korean and Korean American Studies Bulletin, vol. 5, No. 2/3 (Fall-Winter, 1994), East Rock Institute, Yale University
- 1994 “Colonialism, war and exploitation of women by the State”, a paper presented at the 48th Annual Meeting of the Association for Asian Studies (Boston)
- 1992 “Illegal Korean workers in Japan”, a paper presented at the 9th Yokohama 21st Century Forum (Age of Globalization and Foreign Workers) (Yokohama, Japan)
- 1984 “Colonial migration from Korea to Japan”, Ph.D. dissertation, University of Chicago.

In Japanese

- 1996 “Gender bias in social policies, and women’s studies and women’s movements in Korea, in Hara Hiroko and others, eds., Women and Gender in Asia Pacific
- 1995 “Women and nation in Korea”, Kokusai Bunka Kaikan Kaiho, vol. 6, No. 1, The International House of Japan (Tokyo)
- 1991 “Comparative study on family structure of Japan and Korea - focusing on the relations between decrease of nuclearization and women’s labour in Japan, Shakai Kakaku Kenkyu, vol. 42, No. 4, Institute of Social Sciences, Tokyo University (Tokyo)

In Korean

On human rights

- 1999 “Universality and particularity of human rights”, a paper presented for the Conferences on Human Rights (Jeju, Korea)
- 1998 “New Nationalist Movements in Japan”, The Center for International and Area Studies, Seoul National University, (Seoul) Kukje Chiyuk Yungu vol. 7, No. 3
- 1998 “Peace movements in Japan”, The Centre for International and Area Studies, Seoul National University, (Seoul) Kukje Chiyuk Yungu vol. 7, No. 1

1997 “Development of New Social Movements”, Society of Korean Social History, ed., Hankuk Hyundaisawa Sahoi Byundong, (Seoul)

1996 “Japanese movement for foreigners”, Sahoigwahak Yungu, No. 3, Duksung Women’s University, (Seoul)

On women

1999 “Changes of Korean patriarchy and formation of women’s subjectivity”, in Kim Ilchul and others, Hankuk Sahoieui Kujoronjuk Ihai (Seoul: Marke)

1998 “Japanese forced mobilization of military sexual slavery in colonial Korea”, Hankukeui Sahoiwa Munwha, No. 73. Hankuk Chunshin Munwhawon (Seoul)

1998 “Depression of women’s subjectivity formation and the mobilization of comfort women”, Society of Korean Social History, Sahoi wa Yuksa, No. 54 (Seoul)

1998 “Development of feminism and its spread in Korean society” in Hankuk Chungshin Munwhawon, ed., Hankuk Chungchi Sahoi Kaihyukeui Inyumjuk Kicho (Seoul)

1997 “Women’s movement in Japan”, Society of Korean Social History, Sahoi wa Yuksa, No. 51 (Seoul)

Mr. YURI BARSEGOV (Expert)

(Nominated by the Government of Armenia)

Nationality: Armenian/Russian

Date of birth: 7 March 1925

Place of birth: Tbilisi, Georgia

Marital status: Married, with one son

Languages: Russian, French and English

Organization

Institute of World Economy and International Relations (IMEMO), Academy of Sciences, Russia. Head of Section of Global Problems. Since 1979, Russian Institute of Peoples' Friendship, Professor of International Law

Education

1950 Institute of International Relations, Moscow

1950-1954 Postgraduate studies

1954 Ph.D

1984 Dr. of Legal Sciences

1986 Professor of International Law

Experience

1952-1962 Publishing House of Foreign Literature, Head of Department

1962-1968 United Nations Secretariat, Department of Conference Services,
Head of Section

1968-1972 Institute of World Economy and International Relations
Academy of Sciences, Head of Section of Non-Governmental
Organizations

1973-1978 United Nations Secretariat, Legal Department, Senior Legal Officer,
Special Assistant to the Under-Secretary-General

Since 1979 Institute of World Economy and International Relations
Academy of Sciences, Head of Department (Russia)

1987-1991 Member of the International Law Commission

Participation in international conferences

March 1991 United Nations meeting of experts on the issues of martial law and states of emergency (Geneva)

February 1991 Conference on Glasnost and the Global Village (Toronto, Canada)

May 1991 International Diplomatic Symposium on a Code of Crimes and Universal Criminal Jurisdiction (France)

1992 Conference on Security and Co-operation in Europe (CSCE) expert meeting on the peaceful settlement of disputes

June 1992 Conference on Peace and Conflict in Emerged States: the Transcaucasus (Washington, D.C., United States of America)

1992-1998 Several sessions of the Preliminary Meeting of the Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE)
Minsk Group on Nagorno Karabakh

Publications

1. The author of 10 books and more than 300 articles on international relations, human rights and the rights of peoples
 2. The right of peoples to self-determination and the right of States to territorial integrity, Moscow, Armbook Publishing, 1993
 3. The cult of territorial annexations. International law at the turn of the millennium, Moscow, Gotika Publishing, 1997
 4. Crucial issues of Karabakh settlement. Critical analysis of Armenian Foreign Ministry policy. Yerevan. Novoye Vremya, 21 September 1999

Mr. ASHOT MELIK-SHAHNAZARIAN (Alternate)

(Nominated by the Government of Armenia)*

Date of birth: 2 October 1931, Georgia

Working languages: Russian, French, Spanish, English

Current position/function: Ambassador-at-Large
(responsible for human rights and related issues)
Ministry of Foreign Affairs
Republic of Armenia

Main professional activities

1998 Ambassador-at-Large

1995-1998 Head of the Department of International Organizations of the Ministry for Foreign Affairs

1994-1995 Ambassador, Permanent Representative of Armenia to the Office of the United Nations and other international organizations in Geneva

1992-1994 Special adviser to the Minister for Foreign Affairs

1989-1992 Chargé d'affaires, Minister Plenipotentiary of the Embassy of the Soviet Union in Mali

1987-1989 First Counsellor of the Department of Analysis and Planning of the Ministry for Foreign Affairs of the Soviet Union

Educational background

1950-1956 State Institute of International Relations, Moscow, Diploma, International Law

1969-1971 Supreme Diplomatic School, Moscow, Diploma, International Relations, Administration

1981-1982 Diplomatic Academy, Moscow, Certificate Training Courses for High-ranking Diplomats, Administration

* The biographical data in French are available for consultation in the files of the secretariat.

Other main activities in the field

- 1997-1998 Steering group meetings of the CIS Regional Conference (head of the national delegation)
- 1998 Committee on Economic, Social and Cultural Rights (report)
- 1997 Committee on the Elimination of Racial Discrimination (report)
- 1994-1996 Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities (head of the national delegation)
- 1995-1996 Commission on Human Rights (head of the national delegation)

Most recent publications in the field

Various articles in the press:

“When it will be prohibited to violate human rights”, Golos Armeniyi

“Genocide: the fundamental right of a man - the right to life”, Respublika Armeniya

“The recognition of genocide is inevitable”, Novoye Vremia

Mr. STANISLAV OGURTSOV (Expert)

(Nominated by the Government of Belarus)

Date of birth: 1938

Place of birth: Gomel, Belarus

Nationality: Belarusian

Education

1955-1958 Special Technical Energetical School, Minsk

1961-1967 Moscow State Institute of International Relations

Professional background

1967-1968 Ministry for Foreign Affairs of the Byelorussian SSR Department of Human Rights

1968-1970 Mission of the Byelorussian SSR to the United Nations, Third Secretary, Department of Human Rights

1971-1975 United Nations Secretariat, Statistical Section Library

1975-1991 Ministry for Foreign Affairs of the Byelorussian SSR, Head, Department of Human Rights

1991-1994 Ministry for Foreign Affairs of the Republic of Belarus, Ambassador-at-Large, Human Rights Problems

1994-1995 Ministry for Foreign Affairs of the Republic of Belarus, Deputy Minister

1995-1998 Ambassador of the Republic of Belarus to Switzerland, Permanent Representative of the Republic of Belarus to the United Nations in Geneva

1998-present Ministry for Foreign Affairs of the Republic of Belarus, Head, Department of Human Rights and Humanitarian Cooperation

1968-1995 Participation in General Assembly sessions, Third Committee, human rights problems

1976-1999 Participation in sessions of the Commission on Human Rights

1995-1999 Participation in sessions of the Sub-Commission on the Protection and Promotion of Human Rights

1995-present Representative of the Republic of Belarus to the Commission on Human Rights

Major publications

1985 Participation of the Byelorussian SSR in the Struggle for Implementation of Human Rights, Minsk

1987 Human Rights: Problems and Decisions, Minsk

1993 The Right to Be a Human Being, Minsk

Author of more than 60 publications on different human rights issues: prevention of racial discrimination, minority rights, etc.

Languages

Belarusian (mother tongue), English, Russian, Ukrainian, Polish

Ms. IULIA ANTOANELLA MOTOC (Expert)

(Nominated by the Government of Romania)

Date and place of birth: 20 August 1967, Timisoara

Present position: Associate Professor, University of Bucharest
Department of Political Science, since 1998
Editor of Polis political science periodical, since 1996
Deputy Dean of the Department, since 1998

Previous position: 1996-1998: Senior Lecturer, University of Bucharest, Department of Political Science

1995-1996: University Assistant, University of Bucharest, Department of Political Science

1990-1995: Judge, Bucharest, Sector 2 Court

Institutional affiliation and address: University of Bucharest
Department of Political Science
Str. Sfintul Stefan 24
Tel/Fax: 4013125378
E-mail: Iulia_Motoc@yahoo.fr

Education

- | | |
|-----------|--|
| 1999 | Ph.D in Philosophy (Political and Moral Philosophy)
University of Bucharest
Department of Philosophy |
| 1998 | Habilitation in Law
University Paris X, “Jean Monnet” Department |
| 1996 | Ph.D in International Public Law
University Aix-Marseille III |
| 1992-1993 | Studies in French Modern Literature
University Aix-Marseille I, France |
| 1991 | LL.M in International Public Law,
University Aix-Marseille III, School of Law |
| 1989 | LL.B, University of Bucharest, School of Law |

Professional experience

- 1996-2000 Alternate Member of the Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities
- 1998-2002 Member of the Advisory Committee on the Framework Convention for the Protection of National Minorities, Council of Europe
- 1998-present Member of the Scientific Board, Revue quebecquoise de droit international
- 1999
(January-June) Visiting Fellow, Institute for Human Sciences, Vienna
- 1998
(June-August) Summer Institute in Decision-Making in Foreign Policy
University of Michigan
- 1998
(September) Visiting Professor, “Shaping the future of Europe”
Summer school in Halkidiki (Greece), organized by University Paris X,
University of Thessaloniki and Université libre de Bruxelles
- 1997 Member of the jury of the International Public Law Competition, Paris
- 1997
(June) Course Developing Programme, Catholic University of Milan, Department of Political Science
- 1996
(March) Course Developing Programme, University Paris X, School of Law

Conferences

- 1995 “Sources formelles et matérielles du droit - le cadre de la protection des minorités nationales” - French-Romanian Colloquium, University of Rennes, University of Bucharest
- 1997 “The Nicolae Titulescu myth and the post-Communist Romanian foreign policy” in Central and Eastern European Transition Colloquium, University of Bucharest, Université libre de Bruxelles
- 1998 “Trois visions sur le régime semi-présidentiel: Carl Schmitt, Hans Kelsen et Giovanni Sartori” in Les régimes semi-présidentiels, Colloquium organized by the University of Bucharest and the Centre for Constitutional Research, University of Genoa

“The political identity of the European Union after the Amsterdam Treaty - the Political and Legal Philosophy Approach” in Europe-History and Future, Colloquium organized by Goethe Institut and University of Bucharest

“The legal nature of the crime of genocide”, in “The Convention for the Prevention and the Punishment of the Crime of Genocide”, Paris

1999

“The role of the State report as a mechanism of control of the application of the Framework Convention on Minorities”, in “The Framework Convention, a year after”, Trento

“Le partenariat de l’Union Européenne avec les Etats de l’Europe centrale et orientale: la question de la transition”, in “Le partenariat de l’Union Européenne” “Jean Monnet” Chair colloquium Paris

Professional membership

Member of the American Political Science Association

Member of the “Raymond Aron” Society, Ecole des Hautes Etudes de Sciences Sociales, France

Membre fondateur of “Musée de l’Europe” Association, Bruxelles

Publications

1. Books

Interpréter la guerre, les exceptions de l’article 2 & 4 de la Charte devant le Conseil de sécurité, Babel Publishing House, Bucharest, 1997

Droit international public, précis (co-author)
University of Bucharest Press, 1996

“The Manifesto of the Communist Party - totalitarianism and post-totalitarian rule of law - three dimensions of political modernity rejection” in Karl Marx, F. Engels, Manifesto of the Communist Party (commented edition), Nemira Publishing House, 1998

“Karl Popper and the intellectual’s responsibility in post-Communism” in La lezione di questo secolo (commented edition) Bucharest, Nemira Publishing House, Bucharest, 1998

“Ne diritto ne potere, ovvero quando il semipresidencialisme passa all’Est” (co-author) in A. Giovannelli (ed.) Il semipresidentialismo: dall’arcipelago europeo al dibattito italiano, Gianpichelli, Turin, 1999

“De l’histoire des mentalités aux études politiques: l’histoire de la rencontre” in L. Vlad (ed.) Pouvoir et mentalités-Mélanges en honneur d’Alexandru Dutu, Babel Publishing House, 1999

“Les relations entre la Roumanie et l’OTAN, l’histoire d’un échec” in A. Miroir, D. Barbu (ed.), Transition institutionnelle et intégration européenne, Ed. Complexe, Bruxelles (forthcoming)

“Entre l’état de droit et l’état d’exception: qui est l’auteur de la politique étrangère dans le régime semiprésidentiel roumain” in A. Miroir, D. Barbu (ed.), Transition institutionnelle et transition démocratique, Ed. Complexe, Bruxelles (forthcoming)

“La prévention et la répression du génocide et la conception sur la justice. Le droit international entre l’utopie et lege ferenda” in D. Dormoy La Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, Ed. Bruylants, Bruxelles (forthcoming)

“Raymond Aron’s legacy in Eastern Europe” in R. Aron, Le Spectateur engagé (commented edition) Nemira Publishing House (forthcoming)

2. Articles

“The International Court for Violation of International Humanitarian Law in Former Yugoslavia”, Romanian Review of Humanitarian Law, 1/1995

“The independence and the impartiality of justice in the European Convention on Human Rights”, Romanian Human Rights Review, 10/1995

“NATO - Alliance or concert of nations?”, Sfera Politicii, 40/1996

“The 1201 recommendation and its interpretation”, Sfera Politicii, 41/1996

“The airstrikes in Iraq and the hegemonism of US”, Sfera Politicii, 42/1996

“What about the liberals?”, Sfera Politicii, 45/1996

“The interpretation of international law by a political organ - the UN Security Council case”, Revue Roumaine de Sciences Juridiques, 1/1996

“Sophism and international law”, Polis, 2/1996

“Romanian foreign policy and NATO”, Polis, 1/1997

“The liberal dispute - a few remarks on the philosophical analysis of international relations”, Polis, 3/1997

“Political science and politics - Wehrfreiheit and genealogy”, Polis, 4/1997

“Democracy and foreign policy”, Polis (forthcoming)

“Moral rule and rule of law in international politics. Common sense, political realism, scepticism”, IWM working paper, 1999

Book reviews

Pascal Bruckner, La mélancolie de la démocratie, Sfera Politicii, 43/1996

Alasdair McIntyre, After Virtue, Polis, 2/1998

3. Forewords

Samuel Huntington, The Clash of Civilizations and the Remaking of a New World. Antet, 1998

François de Rose, La troisième guerre mondiale n'a pas eu lieu. Bucharest: Nemira Publishing House, 1998

Martin Wight, Power Politics, ARC Publishing House, Chisinau, 1999

Ms. VICTORIA ANDRU (Alternate)

(Nominated by the Government of Romania)

Date and place of birth: 23 August 1951, Bucharest, Romania

Academic studies: Department of Foreign Languages (section French-English), University of Bucharest (1971-1976)
Teaching techniques course, Oxford (July-August 1991)
International relations course, Institute of Clingendael, The Hague (February-May 1993)
International relations course, Romanian Institute for International Studies, Bucharest (1993-1994)

Career

1976-1989	Center for International Relations, Academy of Social and Political Affairs, Interpreter
1986-1989	Department of Foreign Languages, Academy of Social and Political Affairs, Lecturer in French
January-September 1990	Nicolae Balcescu High School, Bucharest
1990-1992	Cabinet of Foreign Languages, Ministry for Foreign Affairs, Lecturer in French and English
1992-1994	Division for European Organizations, Ministry for Foreign Affairs, Second and First Secretary
1994-1999	Permanent Mission of Romania to the United Nations, New York, First Secretary and Counsellor
July-October 1998	Deputy Permanent Representative of Romania to the United Nations, New York
since April 1999	Deputy Director of the Directorate for Human Rights and the Council of Europe, Ministry for Foreign Affairs

International meetings and conferences

Member of Romanian delegation to CSCE meetings (Paris Summit, 1990, Prague, 1992; meetings and seminars on the CSCE human dimension, Warsaw, 1992, 1993, 1994);

Member of the Romanian delegation to the fourth World Conference on Women (Beijing, September 1995);

Member of the Romanian delegation to the United Nations General Assembly (1994-1998), the Economic and Social Council (1996), subsidiary bodies of the Economic and Social Council (1994-1999);

Member of the Romanian delegation to the Human Rights Committee (1999);

Participation in expert meetings of the Council of Europe (1999);

* * *

Rapporteur of the Third Committee of the General Assembly (1996);

Chairperson of the Consultative Committee of UNIFEM (1998, 1999);

Member of the Bureau of the Preparatory Committee for the World Conference of Ministers Responsible for Youth (October 1997-July 1998);

Member of the Bureau of the Main Committee of the World Conference of Ministers Responsible for Youth (Lisbon, 10-12 August 1998);

Vice-Chairperson of the Third Committee of the General Assembly.

Writings: Articles on pedagogic and literary issues; literary translations in Romanian magazines

Studies on gender equality and human rights issues

Civil status: Married, two daughters

Languages: Romanian, English, French and Spanish

Mr. MIGUEL ALFONSO MARTÍNEZ (Expert)

(Nominated by the Government of Cuba)*

Place of birth: Havana, Cuba

Date of birth: 16 May 1935

Language skills: Fluent Spanish, English and French

Academic and job background

- 1952 High School Academic Diploma (Havana, Cuba)
- 1960-1961 Internal Revenues official (Customs Section) at the Ministry of Finance
- 1960 Doctor of Law (Summa cum laude) (Havana University)
- 1960-1961 Public defender; Penal Court, Province of Havana
- 1961 Bachelor's degree in Diplomatic and Consular Law (Havana University)
Bachelor's degree in Administrative Law (Havana University)
- For academic merits, appointed as an Instructor in the Department of Criminology, Havana University Law School
- Jurist in the Legal Division of the Ministry of Foreign Affairs of Cuba
- 1962 Promoted to Assistant Professor, Department of Criminology, Havana University Law School
- Head of the United Nations Department in the International Organizations Division of the Ministry for Foreign Affairs
- 1963-1966 Counsellor, Cuban Foreign Service, assigned to Permanent Mission to the United Nations (New York)
- Counsellor, Cuban Foreign Service, assigned to Permanent Mission to International Organizations with Headquarters in Switzerland (Geneva)

* French and Spanish versions of this curriculum vitae are available for consultation in the files of the secretariat.

- 1966-1971 Held various posts in the National Council of Culture, the Ministry of the Sugar Industry and the Cuban Institute of Friendship with the Peoples
- 1970-1973 Professor of Public International Law in the Department of Economic and International Law, Havana University Law School
- 1971-1978 Head of the Social, Humanitarian and Cultural Affairs Department in the International Organizations Division of the Ministry for Foreign Affairs
- 1979-1981 Professor of Private and Public International Law at the Higher Institute of Cuban Ministry of the Interior
- 1979- Professor of Diplomatic Law and Law of Treaties at the Higher Institute of International Relations, Ministry for Foreign Affairs, Havana
- 1981- Professor of Techniques of International Negotiation at the Higher Institute of International Relations
- 1983 Awarded the National Special Award instituted by the Cuban Ministry of Higher Education for valuable scientific-technical research in higher education
- 1984 Elected by the Commission on Human Rights as a member of its Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities (1984-1986)
- Appointed by the Chairperson of the Sub-Commission's thirty-sixth session as a Titular Member of its Working Group on Indigenous Populations
- 1985 Promoted to Titular Professor of Cuba's Higher Education System
- 1986-1991 Appointed by the President of the International Committee of the Red Cross (ICRC) as a member of the Committee's Advisory Group of Experts in International Humanitarian Law (1987-1991)
- 1987- Professor of General Theory of International Organizations at the Higher Institute of International Relations
- 1988 Re-elected by the Commission on Human Rights as a member of the Sub-Commission (1988-1992)
- 1988-1989 Counsellor, Cuban Foreign Service, assigned to Permanent Mission to International Organizations with Headquarters in Switzerland (Geneva)

- 1989 Appointed by the Economic and Social Council as Special Rapporteur of the Sub-Commission on treaties, agreements and other constructive arrangements between States and indigenous populations

 Elected as Vice-Chairperson of the Sub-Commission

 Chairperson of the Sub-Commission's Working Group on Detention

 Consultant to the Crime Prevention and Criminal Justice Branch of the Social Development Division of the United Nations (preparatory work for the Eighth Congress on the Prevention of Crime and the Treatment of Offenders)
- 1990 Elected as member of the Scientific Council of Cuba's Higher Institute of International Relations

 Chairperson of drafting group No. 1 established by the Sub-Commission's Working Group on Indigenous Populations at its eighth session to prepare certain parts of the draft declaration on indigenous rights

 Chairperson of the Sub-Commission's Working Group on the right of everyone to leave any country, including his own, and to return to his country
- 1992 Re-elected by the Commission on Human Rights as Sub-Commission titular expert for a new four-year term (1992-1996)
- 1992-1993 Elected by acclamation by the Sub-Commission as Chairperson of its forty-fourth session, at the unanimous proposal of the Sub-Commission's Latin American group
- 1993 In his capacity as Chairperson, represented the Sub-Commission at the World Conference on Human Rights (Vienna, June 1993)

 Appointed as an adviser to Indigenous Initiative for Peace, an international organization of indigenous peoples founded by Rigoberta Menchú Tum, Nobel Peace Prize winner, 1992
- Appointed (May 1994-November 1997) as the Spokesperson for the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Cuba
- 1996 Re-elected without a vote by the Commission on Human Rights as Sub-Commission titular expert for a new four-year term (1996-2000)

1998 Appointed as a member of Cuba's national group in the Permanent Court of Arbitration

Elected, once again, as Vice-Chairperson of the Sub-Commission's fiftieth session, representing the Latin American group

Has taken specialized courses in International Law and International Relations, respectively, at the Patrice Lumumba University, Moscow (1983) and the International Institute of Public Administration (IIAP), Paris (1984).

Has represented the Government of Cuba in many international conferences and meetings of various bodies, mainly within the United Nations system, among them, the following:

Delegate to the Commission on Human Rights at its thirty-second, thirty-third, forty-fifth to forty-ninth, fifty-second to fifty-fourth sessions (between 1976 and 1998).

Delegate to the Third Committee (Social, Humanitarian and Cultural Affairs) of the United Nations General Assembly in its twenty-seventh to thirty-second sessions (1972-1977). Vice-Chairman of the Committee in 1976.

Delegate to the Regional Conference of the Red Cross (Mexico City, 1971).

Delegate to the first and second sessions (1974, 1975) of the Diplomatic Conference on the Reaffirmation and Development of International Humanitarian Law, convened for the drafting of the two Protocols Additional to the 1949 Geneva Conventions.

Delegate to the forty-ninth and fifty-sixth to sixtieth International Labour Conferences of the International Labour Organization (1964 and 1971-1975), and

Delegate to the Sixth Committee (Juridical Affairs) of the General Assembly at its eighteenth to twentieth sessions (1963-1965).

Has also represented Cuba on the United Nations Security Council (1965), in several sessions of the Economic and Social Council and in various subsidiary and ad hoc bodies of both the Council and the General Assembly; as well as in meetings convened by UNESCO, FAO, GATT, UNIDO and the World Tourism Organization.

Has also participated, in a personal capacity, in many meetings on human rights and other topics related to international law sponsored by the United Nations, the International Committee of the Red Cross and a large number of non-governmental organizations, among others the International Commission of Jurists, the Latin American Studies Association (LASA), the American Association of Jurists, the Association of Universities and Research Institutes of the Caribbean, the Inter-American Institute on Human Rights (IIHR), the Anti-Slavery Society and the International Association of Democratic Lawyers. Is the author of several papers submitted for the consideration of some of the above-mentioned meetings.

Has lectured at or submitted papers for discussion to a number of scientific gatherings sponsored by the universities of Havana, Harvard, Uppsala (Sweden), British Columbia (Canada), Autónoma de México, Essex (United Kingdom), Stockholm, Humboldt (German Democratic Republic), Simon Fraser (Vancouver, Canada), Johns Hopkins (USA) Gothenburg (Sweden), Patrice Lumumba (Moscow), Dalhousie (Halifax, Canada), Lund - Raoul Wallenberg Institute (Sweden) and Thessaloniki - Institute of International Public Law and International Relations (Greece).

Founding member of the National Union of Jurists of Cuba and of the Cuban Society of International Law (since 1997, a member of its Executive Committee). Some of his works have appeared in Cuban publications, both of specialized and general interest.

Married and has four children.

Mr. JUAN ANTONIO FERNÁNDEZ PALACIOS (Alternate)

(Nominated by the Government of Cuba)*

Date and place of birth: Havana, 30 July 1963

Citizenship: Cuban

Academic degree: Ph.D in International Political Relations at the Raúl Roa Higher Institute of International Studies

Language skills: Fluent Spanish, English and French

Current position: Deputy Director, Multilateral Affairs Division, Ministry for Foreign Affairs of the Republic of Cuba

Civil status: Married

Number of children: Two

Education

Ph.D in International Political Relations

Professional background

1989-1992 Desk officer at the Multilateral Affairs Division of the Cuban Ministry for Foreign Affairs

1993-1996 Second Secretary at the Permanent Mission of Cuba to the United Nations

1996 Deputy Director, Multilateral Affairs Division

Attendance at international events

1990 Eighth United Nations Congress for Crime Prevention and Criminal Justice, Havana, Cuba

Member of the Cuban delegation to the ordinary session of the Economic and Social Council

* The Spanish version of this curriculum vitae is available for consultation in the files of the secretariat.

1991-1998	Member of the Cuban delegation to the forty-sixth to fifty-second sessions of the United Nations General Assembly
1992	Member of the Cuban delegation to the forty-eighth session of the Commission on Human Rights
1993	Member of the Cuban delegation to the World Conference on Human Rights, Vienna
1993-1996	Cuban representative on the United Nations Committee on Non-Governmental Organizations
1994	United Nations International Observer at the elections in South Africa
1995	Member of the Cuban delegation to the fourth World Conference on Women, Beijing
1996	Member of the Cuban delegation to the fifty-second session of the Commission on Human Rights
	Member of the Cuban delegation to the World Congress against Commercial Sexual Exploitation of Children, Stockholm
1997-1998	Alternate representative of Cuba to the fifty-third and fifty-fourth sessions of the Commission on Human Rights

Attendance at national events and other relevant activities

Attended the Youth and Students' World Festival, Havana, 1997 and the Second World Meeting on Special Education, Havana, 1998

He has chaired and spoken at seminars and workshops organized by Cuban institutions and NGOs, like the Cuban Women's Federation, the Cuban National Union of Jurists and the Cuban Association of the United Nations.

In 1995, he delivered a lecture on Cuba and human rights at St. Mary's University, Halifax, Canada

Special courses

Upgrading course on the effective implementation of international human rights instruments in the administration of justice for Latin American officers, held in Buenos Aires, Argentina

Seminar on techniques of international negotiation, for Latin American officers, held in Metepec, Mexico

Course on human rights theory and practices within international relations, “Raúl Roa” Higher Institute of International Studies, Havana

Course on Negotiation Techniques (Management by objectives), Raúl Roa Higher Institute of International Studies, Havana

Sra. OTILIA LUX DE COTÍ (Experta)

(Propuesta por el Gobierno de Guatemala*)

Datos personales

Nacimiento: 21 de enero de 1949, Santa Cruz del Quiché, Guatemala

Residencia: Manzana "L", Lote 1, Sector C-5, zona 19, Paseo de Villa Flor, Guatemala

Teléfono: 5951874

Resumen profesional

Licenciada en Pedagogía, con especialización en administración educativa, con 30 años de experiencia enfocada en la educación: docencia, asistencia técnica, administración, gerencia en el diseño, implementación y evaluación de proyectos educativos, Comisión de la Verdad, derecho humanos, movimiento maya, movimiento de mujeres, niñas, multiculturalidad e interculturalidad y niñez.

Idiomas

K'iche'

Español

Inglés

Estudios realizados

1976-1981 - Licenciatura en Pedagogía, con especialidad en administración educativa, en la Universidad Rafael Landívar

1971-1975 - Profesorado en enseñanza media en pedagogía y ciencia de la educación en la Universidad de San Carlos

1963 -1968 - Maestra de educación primaria urbana en el Instituto Normal Juan de León, Santa Cruz del Quiché

Experiencia profesional

1999 - Oficial de proyectos educativos de la Agencia Internacional para el Desarrollo (AID) . Administración, gerencia, evaluación, asistencia técnica, coordinación, seguimiento y monitoreo de los proyectos de educación bilingüe intercultural y educación de las niñas, para el desarrollo social y económico de las comunidades rurales con énfasis en las poblaciones mayas.

* English and French versions of this curriculum vital are available for consultation in the files of the Secretariat.

1997-1999 - Comisionada de la Comisión para el Esclarecimiento Histórico, teniendo entre las funciones principales a su cargo: esclarecer con objetividad, equidad, imparcialidad las violaciones de los derechos humanos y los hechos de violencia que han causado sufrimiento a la población guatemalteca, vinculados en el enfrentamiento armado; elaborar el informe con base a las investigaciones realizadas y formular recomendaciones encaminadas a favorecer la paz y la concordia nacional en Guatemala; diseño de investigación; metodología; selección y administración de personal; estrategias para la recopilación de datos; convocatoria nacional, especialmente la sociedad civil organizada; captación de fondos a nivel nacional e internacional y presentación del informe a nivel nacional e internacional.

1998 hasta la fecha - Socia honoraria de la Asociación de Gerentes de Guatemala.

1997 - Asesoría en el diseño y elaboración del plan estratégico de educación bilingüe Intercultural DIGEBI.

1991-1996 - Subdirectora del Programa de la Niña, Proyecto Fortalecimiento de la Educación Básica (BEST), Juárez y Asociados USAID/G, realizando las siguientes actividades: asistencia técnica y administrativa, administración de personal, elaboración y ejecución de planes anuales del programa, capacitación a autoridades educativas, maestras y maestros, madres y padres de familia. Incorporación de contenidos de equidad de género, niña y cultura en planes, guías, módulos, textos de Nueva Escuela Unitaria, Dirección General de Educación Bilingüe Intercultural (DIGEBI). Proyecto de articulación DIGEBI-NIÑA-NEU de Alta Verapaz. Articulación de enfoque activo, educación bilingüe y enfoque de género en la articulación EBA de Totonicapán y Quetzaltenango. Ejecución de talleres de capacitación del Proyecto de Nueva Escuela Unitaria Bilingüe Intercultural K'iche' (NEUBI). Ejecución de talleres para el proyecto de nuevas oportunidades educativas, orientadores técnicos pedagógicos de SIMAC. Programa de acciones educativas para niñas del área rural de la Asociación Eduquemos a la Niña.

Facilitadores del Proyecto Don Bosco de Alta Verapaz y Asociación Adicsa, Sololá.

Elaboración de informes anuales, trimestrales y mensuales. Diseño, planificación, ejecución y evaluación de materiales educativos a favor de las niñas. Elaboración de documentos de capacitación de maestros, maestras, facilitadores y autoridades educativas. Supervisión y evaluación de la ejecución del estudio diagnóstico de la educación de la niña. Coparticipación del estudio de factibilidad del Proyecto Eduque a la Niña. Elaboración de alcances de trabajo y términos de referencia para asistencia técnica del Proyecto Eduque a la Niña y del Programa de la Niña. Asistencia técnica al Programa regional descentralizado de becas para niñas indígenas del área rural. Asistencia técnica a la Asociación Eduquemos a la Niña. Elaboración de documentos para la ejecución de los proyectos de la Asociación Eduquemos a la Niña. Elaboración de ponencias para presentarlas dentro y fuera del país. Administración de recurso financiero para la impresión de materiales educativos a favor de las niñas. Gestión administrativa para la institucionalización del Programa de la Niña en el Ministerio de Educación. Elaboración de políticas y metas de la educación de las niñas para el MINEDUC y el Plan de Desarrollo Social y Económico del Gobierno de Guatemala. Elaboración de artículos sobre temas de la educación de las niñas. Coordinación con las actividades del Proyecto Fortalecimiento de Educación Básica BEST. Participación en la elaboración de propuesta para la educación de la niña para la formulación del tercer Proyecto de Educación Básica del MINEDUC.

1993-1996 - Miembro de la Junta Directiva del Fondo de Inversión Social (FIS), en calidad de Directora del Fondo. Diseño, análisis y aprobación de planes, selección de personal, aprobación de proyectos, administración de fondos, toma de decisiones en la dirigencia del fondo.

1994 hasta la fecha - Miembro de la Junta Directiva, del Comité Ejecutivo y del Comité Técnico de la Asociación Eduquemos a la Niña.

1994-1996 - Miembro del jurado calificador del premio de UNICEF.

1994 - Curso sobre gerencia social, por UNICEF a través de EFEPYME, Guatemala. Los cursos incluyeron:

Planeación y organización de instituciones no gubernamentales

Elaboración y control de presupuestos

Administración de personal

Formulación y evaluación de proyectos

Liderazgo.

Seminario sobre gerencia social, por INCAE, Costa Rica y AID/G, en Guatemala.

Seminario sobre educación y género, congreso de educación maya en Quetzaltenango.

Seminario sobre educación, género e identidad, por UNICEF, Guatemala.

1990-1991 - Asesora en supervisión educativa AED/G, AID/G, MINEDUC "BEST", elaborando las siguientes actividades:

Diagnóstico actual de la supervisión educativa en Guatemala

Perfil del nuevo supervisor educativo en Guatemala

Plan de capacitación para supervisores educativos

Elaboración del plan anual de supervisión educativa

Elaboración del plan quinquenal de supervisión educativa

Elaboración del presupuesto de plan de supervisión educativa

Elaboración de informes mensuales y de finalización del contrato.

1991- Planificación y evaluación de proyectos por INCAE, Costa Rica y AID/G, en Guatemala.

1978-1990 - Asesora en el estudio sobre el producto de maestros bilingües en el Ministerio de Educación, AID y Gobierno de Guatemala.

1975 - Catedrática a tiempo completo en el Instituto Nacional de Educación Básica de la Colonia Carolingia, zona 19, Guatemala, sirviendo la cátedra de estudios sociales.

1988 - Consultora nacional sobre educación primaria rural y la formación de maestros para las comunidades bilingües de Guatemala, así como en la participación de Subsector, ASSESSMENT, AID/G y Gobierno de Guatemala.

1987 - Consultoría en la evaluación del Programa Nacional de Educación Bilingüe (PRONEBI).

1985 - Catedrática auxiliar de la Universidad Rafael Landívar, en el primer semestre, en la cátedra supervisión, planificación y administración educativa para técnicos en educación bilingüe.

1983 - Consultora en la evaluación de los programas educativos de AID/G y del Gobierno de Guatemala, con énfasis en el Programa de Educación Bilingüe Intercultural.

Asesora en planificación del área de estudios sociales, en el PRONEBI.

1982 - Curso sobre lingüística en el Instituto Lingüístico de Verano.

1979 - Seminario sobre la enseñanza de los estudios sociales en educación media.

1977-1979 - Catedrática a tiempo completo en la Escuela Normal Regional de Occidente, Santa Lucía Utatlán, Sololá, con las cátedras de evaluación y organización escolar.

1975-1977 - Técnica en adiestramiento II, en el proyecto de extensión y mejoramiento de educación primaria (PEMEP)

1975-1976 - Planificación y ejecución de talleres de capacitación a profesores en servicio del nivel primario, realizado por el PEMEP.

1977 - Seminario sobre pruebas educativas, por la Universidad Del Valle a nivel multinacional.

1970 -1974 - Varios cursillos impartidos por Socio Educativo Rural para escuelas primarias sobre la enseñanza de lectura y escritura inicial.

1971-1974 - Profesora de grado en la Escuela Nacional de Educación Primaria, en la aldea de MACTZNL, Chichicastenango, El Quiché.

1969 -1971 - Directora con grado en la Escuela Nacional de Educación Primaria en el Caserío de Talaxco, Joyabaj, El Quiché.

Méritos obtenidos

Condecoración con la Orden Francisco Marroquín, otorgada por el Ministerio de Educación, 1981.

Condecorada por la comisión de la Niñez, Mujer y Familia del Congreso de la República, 1998.

Madrina de la cuarta promoción de egresados del Instituto Nacional de Educación Básica de la Colonia Carolingia, zona 19, 1983.

Madrina de la segunda promoción de maestros para el área rural de la Escuela Normal Regional de Santa Lucía Utatlán, Sololá, 1979.

Maestra distinguida para el día del Maestro, Instituto Nacional de Educación Básica, Colonia, Carolingia.

Tres años abanderada en el Instituto Nacional Juan De León, Santa Cruz del Quiché.

Participación en seminarios y congresos nacionales e internacionales

Panelista sobre "Comisiones de la verdad" en Suecia, Noruega, España, El Salvador.

Panelista sobre "Paz y reconciliación", Congreso de la República, Fundación Maya.

Panelista sobre "La mujer maya en nuevo milenio", Universidad Rafael Landívar en el programa de EDUMAYA, 1999.

Panelista sobre "Comisiones de la verdad" en Sudáfrica, diciembre de 1998.

Panelista en el Seminario de los Derechos de las Mujeres Indígenas, Instituto Interamericano de Derechos Humanos. "Los derechos de las mujeres mayas", noviembre de 1998.

Panelista en el Segundo Congreso de Estudios Mayas. Universidad Rafael Landívar, "Niñas y mujeres mayas", agosto de 1997.

Panelista en el Primer Congreso de Estudios Mayas, Universidad Rafael Landívar, "La participación representativa del pueblo maya en una sociedad democrática y pluralista" y "La educación de la niña maya", agosto de 1996.

Panelista en el primer encuentro de mujeres mayas, K'amal B'e, "La participación representativa de la mujer maya en el campo político", junio de 1996.

Participación en la "Conference on building partnerships for education revitalization in the Americas", Washington, D.C; coparticipando en el panel sobre "La educación para poblaciones especiales", diciembre de 1995.

Delegada oficial del Gobierno de Guatemala en la Cuarta Conferencia Mundial de la Mujer, Beijing, septiembre de 1995.

Ponencia "Niña y mujer dentro del marco de la democracia, paz y desarrollo". Primer Congreso Latinoamericano de Relaciones Internacionales e Investigaciones para la Paz, Guatemala, agosto de 1995.

Panelista en la 39^a Anual Meeting "Educación y Globalización" Comparative and International Education Society, con la ponencia: "La participación de las comunidades mayas en el proceso

de la elaboración de los materiales educativos de las niñas, en la literatura y proyectos", Boston, Massachussets, marzo-abril de 1995.

Panelista en el Panel-foro, organizado por el Centro de Documentación Maya (CEDIM) sobre "Reforma educativa", con base en el Acuerdo de los Derechos de los Pueblos Indígenas, entre URNG y el Gobierno de Guatemala, abril de 1995.

Panelista en el foro televisivo, canal 11 de Guatemala "Educación, Cultura y Temas de Actualidad" con el tema "Año Internacional de la Tolerancia" declarado por la Organización de las Naciones Unidas y "Educación para las niñas y mujeres", febrero de 1995.

Presentación del proyecto educativo para las niñas del área rural a la institución "Pan American Liaison Committee on Women (PALCO)", Washington, D.C.

Entrevista en UNIVISION y Radio Mundo WMDO (programa "La voz del pueblo") en Washington, D.C. sobre el proyecto de PALCO en Guatemala, septiembre de 1994.

Participación en la preparación del documento de Guatemala sobre la niña y la mujer indígena en la última década para la Cuarta Conferencia Mundial de la Mujer en Beijing, septiembre de 1994.

Panelista en el Congreso de Educación Maya, organizado por la UNESCO en Guatemala con la ponencia "Educación Maya", perspectivas para Guatemala", en Quetzaltenango, agosto de 1994.

Sra. JUANA CATINAC DE COYOY (Suplente)

(Propuesta por el Gobierno de Guatemala)

Datos personales

Nombre: Juana Catinac Xum de Coyoy

Lugar de Nacimiento: Santa Catarina Ixtahuacán, Sololá

Estado civil: casada

Número de hijos: cuatro

Idioma materno: maya-kiché

Estudios

Tercer año en la Facultad de Derecho con énfasis ambiental en la Universidad Rural de Guatemala.

Título de maestra de educación primaria urbana en el Instituto Indígena Nuestra Señora del Socorro.

Nivel primario en la Escuela Oficial Urbana Mixta Daniel Armas de Santa Catarina Ixtahuacán y en el Colegio Parroquial de Santa Teresita, ambos en el departamento de Sololá.

Cursos

Derecho Diplomático y Consular; Tratados y Organismos Internacionales; Ceremonial y Cuerpo Diplomático.

Curso para representantes comerciales, de inversión y turismo de Guatemala en el exterior.

Negociación diplomática de la Escuela Diplomática de España, impartido en Guatemala.

Cursos sobre Medio Ambiente, Género Calidad Total y otros.

Experiencia Laboral

1977 - Maestra Ad-Honorem en la Escuela Primaria del Instituto Indígena Nuestra Señora del Socorro.

1979-1980 - Maestra de Grado en la Escuela Oficial Rural Mixta "Maya Kiché" del cantón Chuanoj del departamento de Totonicapán.

1980 - Directora del Instituto Básico por Cooperativa del municipio de Santa Catarina Ixtahuacán del departamento de Sololá.

1980-1990 - Maestra de Grado en la Escuela Urbana de Santa Catarina Ixtahuacán.

1991 - Ministro Consejero del Departamento del Caribe de la Dirección de Política Bilateral del Ministerio de Relaciones Exteriores.

1992-1996 - Encargada de la Unidad de Medio Ambiente dentro de la Dirección de Política Multilateral del Ministerio de Relaciones Exteriores, desde donde se formó parte del Comité Nacional contra el Tráfico Ilegal de la Madera y miembro de la Comisión de Pueblos Indígenas de Mesoamérica del Proyecto Social de la UICN, donde también se formó parte del Comité Nacional de Género y Desarrollo Sostenible.

1996-1997 - Subdirectora Ejecutiva Administrativa y Financiera del Fondo de Desarrollo Indígena Guatemalteco (FODIGUA)

1998 - Consultora del Fondo para el Desarrollo de los Pueblos Indígenas de América Latina y el Caribe.

1999 - Nombrada Defensora de la Mujer Indígena, en cumplimiento a los Acuerdos de Paz, (agosto 1999).

Otras actividades

Miembro de la Comisión de Pueblos Indígenas de Mesoamérica del Proyecto Social de la UICN, donde también formó parte del Comité Nacional de Género y Desarrollo Sostenible.

Delegada Suplente del Ministerio de Relaciones Exteriores ante la Oficina Nacional de la Mujer (ONAM) (1992).

Miembro de la Junta Directiva del Programa de Desarrollo Comunitario para la Paz (DECOPAZ) (1997).

Miembro de la Comisión Coordinadora del Foro de la Mujer, en cumplimiento al compromiso N° 29 de los Acuerdos de Paz (1997).

Delegada del Foro de la Mujer para formar parte de la Junta Coordinadora Provisional del Anteproyecto Ley de Creación de la Defensoría de la Mujer Indígena en cumplimiento del Acuerdo sobre Identidad y Derechos de los Pueblos Indígenas dentro de los Acuerdos de Paz.

Delegada del Foro de la Mujer ante la Junta Coordinadora de la Defensoría de la Mujer Indígena a partir de su creación el 21 de julio de 1999.

Delegada titular del Ministerio de Relaciones Exteriores ante la (ONAM) (1999).

Miembro del Comité Voluntario de Apoyo a la CIM-OEA, Guatemala, asistiendo a algunas de sus reuniones en su sede en Washington.

Representaciones oficiales

Reunión preparatoria del Decenio Internacional de las Poblaciones Indígenas de América Latina y el Caribe, Cochabamba, Bolivia, 1994.

Reunión preparatoria de la Conferencia Mundial de la Mujer, Nueva York, 1995.

Reunión de consulta sobre la Conferencia Mundial de la Mujer, Nueva York, 1995.

Miembro de la delegación oficial a la Conferencia Mundial de la Mujer, Beijing, 1995.

Miembro de la delegación oficial a la reunión para analizar el proyecto de declaración de los derechos humanos de los pueblos indígenas, realizada en la sede de la OEA en Washington de 10 al 12 de febrero de 1999.

Delegada oficial a la Reunión Centroamericana Preparatoria para la VIII Conferencia Regional sobre la Mujer de América Latina y el Caribe, realizada en San Salvador, El Salvador los días 11 y 12 de octubre de 1999.

Invitaciones

Participante en el Programa de Visitantes Internacionales de los Estados Unidos.

Invitada por la Cooperación Canadiense para formar parte de la Comisión Nacional de Orientación y Aprobación de sus proyectos en Guatemala dentro del Programa PADEL.

Invitada por la organización internacional Vesper Society para formar parte del Comité Nacional de Planificación para la realización de la Segunda Mesa Nacional para una Guatemala hacia el Siglo XXI.

Trabajo comunitario

Miembro del Comité de Reconstrucción Municipal desde el terremoto de 1976.

Miembro de mesa receptora de votos en elecciones municipales y generales en Santa Catarina Ixtahuacán (generales de 1985).

Tesorera de la Junta Directiva de padres de Familia del Instituto Básico por Cooperativa.

Miembro de la Comisión de Análisis de los Documentos y Títulos Territoriales del municipio, siendo también tesorera de la Comisión.

Sra. SOLEDAD VILLAGRA (Experta)

(Propuesta por el Gobierno del Paraguay)*

Educación

Junio de 1992 - Harvard Law School, Máster en Derecho Internacional,

Beca: PRA de la Organización de los Estados Americanos

Beca de la Harvard Law School.

1994 - Instituto Interamericano de Derechos Humanos, Certificado académico del XII Curso Interdisciplinario en Derechos Humanos, San José, Costa Rica.

1987 - Universidad Nacional de Asunción, 5º Mejor Egresada, Abogada.

1988 - Universidad Nacional de Asunción, 3º Mejor Egresada.

Experiencia docente

1998-1999 - Universidad Católica Nuestra Señora de la Asunción.

Facultad de Ciencias Jurídicas y Diplomáticas. Profesora de Derecho Internacional Público, segundo curso.

Encargada de cátedra de Derechos Humanos, quinto curso.

1998-1999 - Universidad Nacional de Asunción.

Facultad de Derecho, Profesora auxiliar de Derecho Internacional Público, tercer curso.

Encargada de cátedra de Derecho Internacional Público en 1994.

Profesora asistente por concurso en Derechos Humanos, cuarto curso.

1995-1996 - Universidad del Norte.

Facultad de Derecho, Profesora titular de Derecho Internacional Público, tercer curso.

Profesora de Protección Internacional de Derechos Humanos, tercer curso en 1999.

Experiencia profesional y membresía en organizaciones

1998-1999 - Da Costa-Fernandez y Asociados, Abogada asociada al Estudio Jurídico.

1993-1999 - Mersan Abogados, Abogada asociada.

* English and french versions of this curriculum vitae, are available for consultation in the files of the secretariat.

1993-1994 - PNUD-Oficina de Desarrollo Urbano de la Municipalidad de Asunción, Consultora de proyectos PAR 91/008 y 91/009.

1995 - Municipalidad de Asunción, Consultora para proyectos de leyes.

1990 hasta la fecha - Asociación Paraguaya de Abogados Ambientalistas (Asociación sin fines de lucro de profesionales del derecho) Vicepresidenta.

Foro Siglo XXI.

1994-1995 - Tribunal Electoral Independiente del PLRA, miembro titular.

1996-1998 - Instituto de Estudios Ambientales (IDEA), Miembro del Consejo Directivo.

Desde 1996 - The Commission on Environmental Law of the World Conservation Union, UICN (Unión internacional para la conservación de la naturaleza, comisión jurídica) miembro por Paraguay.

Coordinadora "No a la impunidad", miembro del Consejo Directivo y coordinadora del área jurídica, nucleación de 43 organizaciones no gubernamentales formada a partir de la crisis militar de abril de 1996.

1995 hasta la fecha - Asociación de estudios interdisciplinarios sobre los Estados Unidos, miembro del Consejo Directivo.

Coordinadora de Derechos Humanos en el Paraguay, organización compuesta por 32 organizaciones que se dedican a la promoción y defensa de los derechos humanos en el Paraguay, cofundadora.

Miembro del comité de enlace de la Coordinadora de Derechos Humanos en el Paraguay para la preparación de la agenda con la sociedad civil y otros temas en la visita in loco de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos al Paraguay, julio de 1999.

1995 hasta la fecha - Center for Justice and International Law, (Centro por la Justicia y el Derecho Internacional), promoción de los sistemas internacionales de protección a la persona humana y presentación y seguimiento de casos ante el sistema interamericano, representante del Paraguay

Participación como expositora en seminarios y conferencias

Día Internacional de la Mujer, Escuela de Derecho de Harvard, marzo de 1992 con panelistas de Kenya, Japón y Canadá, patrocinada por la International Law School, la Legal Women's Organization y la Counseling Office.

Protección Internacional de los Derechos Humanos, septiembre de 1992, patrocinado por la ONU, el CICR y el Ministerio de Justicia y Trabajo

Derecho Internacional Humanitario, octubre 1993, seminario para profesores de Derecho Internacional Público patrocinado por el CICR y la Universidad Católica de Asunción.

Presentación de informe contra la tortura, en noviembre de 1993, en seminario organizado conjuntamente por el International Law Group y el Comité de Iglesias.

Participación como oradora en la reunión gobiernos-organizaciones no gubernamentales patrocinada por la UICN sobre la Convención sobre Biodiversidad de las Naciones Unidas, Quito, Ecuador, noviembre de 1993.

Legislación ambiental paraguaya, III Encuentro Internacional de América del Sur, Asunción, junio de 1994.

Derecho Humanitario y Derechos Humanos, marzo 1994 seminario para oficiales de policía, organizado por el CICR; seminario para magistrados del poder judicial organizado por el CICR, octubre de 1994.

Protección Internacional de Derechos Humanos, organización de curso patrocinado por la cátedra de Derecho Internacional Público de la Universidad Nacional de Asunción para abogados, organizaciones no gubernamentales, víctimas de violaciones de derechos humanos, profesores y alumnos de derecho, noviembre de 1994.

Protección Internacional de Derechos Humanos y Derecho Humanitario, coordinación general y participación como panelista del seminario patrocinado por el ACNUR, el CICR y la Universidad Católica de Asunción, octubre de 1995.

Jornadas para estudiantes de derecho, patrocinadas por Amnistía, coordinación general, difusión del sistema internacional de protección de derecho humanos, septiembre y noviembre de 1995.

American Studies Conference: "Democracy: A Work in Progress", organizado por la USIS y la Asociación de Estudios Interdisciplinarios sobre los Estados Unidos, ponencia sobre el Uso del Sistema Interamericano de Protección a los Derechos Humanos, mayo de 1996.

Panel debate sobre Pena de Muerte, organizado por el Centro de Estudiantes de la Facultad de Ciencias Jurídicas de la Universidad Católica de Asunción, mayo de 1996.

Seminario-Taller sobre Aplicación del Derecho Internacional de los Derechos Humanos por los Tribunales Locales, expositora y coordinadora general por CEJIL juntamente con INECIP y Fiscalía General del Estado, julio de 1996.

Conferencia sobre el "Uso del sistema interamericano de protección de los derechos humanos", por el Director de Americas Watch, organización general, patrocinado por la Cátedra de Derechos Humanos de la Universidad Nacional y CEJIL, agosto de 1996.

Panel debate sobre política penitenciaria, presentación del caso llevado internacionalmente por CEJIL del correccional "Panchito López", organizado por el Centro de Estudiantes de la Facultad de Ciencias Jurídicas de la Universidad Católica de Asunción, agosto de 1996.

Seminario sobre "Uso de la fuerza en las relaciones internacionales" coordinación general y exposición sobre sistemas de protección de los derechos humanos patrocinado por el ACNUR, el CICR y la Universidad Católica para jueces, militares, policías y estudiantes, septiembre de 1996.

Presentación del informe "Derechos humanos en el Paraguay, 1996", realizado conjuntamente por 16 organizaciones no gubernamentales, presentación de conclusiones y recomendaciones de la sección "Derechos civiles y políticos", 10 de diciembre de 1996.

Participación en representación del Gobierno paraguayo como asesora ad hoc de la Directora de Derechos Humanos del Paraguay en la reunión de expertos sobre "Evaluación del Sistema Interamericano de Derechos Humanos" en la reunión especial del Comité de Asuntos Jurídicos y Políticos de la OEA, Washington D.C., abril de 1997.

Expositora en el seminario sobre Derecho Internacional Humanitario organizado por el Comando de Institutos Militares de Enseñanza del Ejército, Escuela de Comando y Estado Mayor del Ejército, octubre de 1997.

Oradora central en el seminario "Foro Nacional de Justicia y Derechos Humanos" sobre "Mecanismos internacionales de protección de los derechos humanos", organizado por la Comisión Episcopal de Acción Social, con el apoyo del Instituto Interamericano de Derechos Humanos, noviembre de 1997, Lima, Perú.

Organización y presentación en Talleres para fiscales y jueces del crimen sobre la Aplicación del Derecho Internacional de los Derechos Humanos en el Derecho Interno, organizado por la Fiscalía General del Estado y el CIE, respectivamente, noviembre de 1997.

Expositora sobre experiencias y propuestas de las organizaciones no gubernamentales locales en el Coloquio Internacional "Lineamiento de políticas para la protección de los derechos humanos y el rol del Estado y la sociedad civil", organizado por las Naciones Unidas y los Ministerios de Relaciones Exteriores, Justicia y Trabajo e Interior, diciembre de 1997.

Presentación del informe "Derechos Humanos en el Paraguay, 1997". Informe Interinstitucional de 20 organizaciones no gubernamentales, diciembre de 1997.

Presentación en mayo de 1998 sobre el rol de los abogados en la defensa internacional de los derechos humanos en la conferencia organizada por las Naciones Unidas y la Dirección de Derechos Humanos por la conmemoración del 50º aniversario de la Declaración Universal de los Derechos Humanos.

Oradora en representación de los peticionarios en el acto de entrega de tierras a las comunidades Enxet-Lamenzxay en la firma del acuerdo de solución amistosa ante la Comisión Interamericana de Derechos Humanos en la sede de la OEA, Washington D.C., marzo de 1998.

Exposición como invitada del PNUD en la reunión de Voluntarias de las Naciones Unidas en la Defensoría del Pueblo del Perú, Lima, septiembre de 1998.

Coordinadora general del seminario sobre la Declaración Universal de los Derechos Humanos y su proyección actual en los sistemas internacionales de derechos humanos y la Corte Penal Internacional, coauspiciado por CEJIL, Amnistía Internacional y la Facultad de Derecho de la Universidad Católica Asunción, octubre de 1998.

Exposición sobre la Declaración Universal de Derechos Humanos como representante de la coordinadora de organizaciones no gubernamentales de derechos humanos en Santaní y Luque, Paraguay, octubre y noviembre de 1998.

Panelista contratada en talleres para jueces en la Aplicación del Derecho Internacional de los Derechos Humanos en el Ámbito Interno, organizados por la Corte Suprema de Justicia, el CIEJ y el Instituto Interamericano de Derechos Humanos, Coronel Oviedo, Concepción y Pedro Juan Caballero, Paraguay, noviembre de 1998.

Presentación del informe "Derechos Humanos en el Paraguay 1998", en representación de 22 organizaciones no gubernamentales, diciembre de 1998.

Profesora del postgrado de Derecho sobre la protección internacional de los derechos humanos en la Universidad del Norte, febrero de 1999.

Conferencista en el Colegio Nacional de Guerra sobre la Protección Internacional de los Derechos Humanos, febrero de 1999.

Coordinación general del Panel debate sobre Extradición y Asilo, Legislación y Práctica, en la Facultad de Derecho de la Universidad Católica de Asunción, mayo de 1999.

Coordinación general de conferencias sobre Estructura y Funcionamiento de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos, Facultad de Derecho de la Universidad Católica de Asunción, 17 de junio de 1999.

Publicaciones

Tortura en Paraguay, pasado y presente, noviembre de 1992, publicado en español e inglés, patrocinado por el Comité de Iglesias (CIPAE) y el International Human Rights Law Group, elaborado juntamente con Felipe Gonzalez, representante del Law Group para Latinoamérica.

Artículo sobre "Evaluación del impacto Ambiental en el Paraguay" en la Convención sobre Biodiversidad, Taller Suramericano, editado para la Conservación de la Naturaleza, Quito, diciembre de 1993.

Régimen Normativo Municipal de Asunción, compilación de ordenanzas vigentes elaborada conjuntamente con Gustavo Laterza Rivarola, La Ley y RP ediciones, patrocinado por el PNUD, septiembre de 1994.

Contradicciones y Vacíos en la Legislación y Superposiciones de las Funciones Institucionales en el Sector Ambiental del Paraguay, coautora, patrocinado por la GTZ, y ENAPRENA, de la Subsecretaría de Estado de Medio Ambiente y Recursos Naturales, noviembre de 1995.

Derechos Humanos en Paraguay 1996, coordinación general y coautora con redacción de cinco capítulos del informe, incluyendo la implementación de los instrumentos internacionales en el Paraguay, Ediciones SERPAJ, diciembre de 1996.

Derechos Humanos en Paraguay 1997, coordinación general y coautora con redacción de cuatro capítulos del informe, incluyendo la implementación del Derecho Internacional en el Paraguay, Ediciones SERPAJ, diciembre de 1997.

Derechos Humanos en Paraguay 1998, coordinación general y coautora con redacción de tres capítulos del informe, incluido el Cumplimiento de Compromisos Internacionales, Ediciones SERPAJ, diciembre de 1998.

Idiomas

Español e inglés.

Dirección actual: Boquerón 433 casi España, 5º piso

Teléfono y fax: 595-21-645-673

Asunción, Paraguay

Email: solevi@quanta.com.py

Sr. MANUEL RODRÍGUEZ CUADROS (Experto)

(Propuesto por el Gobierno del Perú)

Nacionalidad: peruana

Estudios realizados

Licenciatura en Derecho y Ciencias Políticas
Universidad Nacional Mayor de San Marcos
Lima

Licenciatura en Relaciones Internacionales
Academia Diplomática del Perú

DEA (Master) en Derecho Internacional
Universidad de París V, Francia

Doctorado en Derecho Internacional
Mención: Derecho Internacional del Desarrollo
Universidad de París V

Diplomado en Relaciones Económicas Internacionales
Institut National d'Administration Publique

Diplomado en Relaciones Políticas Internacionales
Institut National d'Administration Publique
París

Diplomado en American Politics
New York University
Nueva York, Estados Unidos

Experiencia laboral en el ámbito de la promoción y protección de los derechos humanos

Director Internacional del PNUD en El Salvador, a cargo de los proyectos sobre fortalecimiento de las técnicas de investigación, monitoreo y análisis de las violaciones a los derechos humanos.

Negociador Adjunto al Representante Especial del Secretario General de las Naciones Unidas en las Negociaciones de Paz entre la Unión Nacional Revolucionaria Guatemalteca y el Gobierno de Guatemala.

Negociador Adjunto al Representante Especial del Secretario General de las Naciones Unidas en las Negociaciones del Acuerdo Global de Derechos Humanos, el Acuerdo sobre Poblaciones Desarraigadas, y el Acuerdo para la Constitución de la Comisión para el Esclarecimiento Histórico de las Violaciones a los Derechos Humanos.

Miembro de la Comisión nombrada por el Secretario General de las Naciones Unidas para el establecimiento de la Misión de Observación de las Naciones Unidas para la verificación internacional de la situación de los derechos humanos en Guatemala (MINUGUA).

Senior Political Officer del Departamento de Asuntos Políticos de la Secretaría General de las Naciones Unidas.

Consultor del Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo en derechos humanos e iniciativas democráticas.

Asesor Principal en Derechos Humanos de la Misión de Observadores de las Naciones Unidas en El Salvador (ONUSAL).

Consultor de MINUGUA.

Consultor de la Comisión Andina de Juristas.

Asesor Jurídico de la Asociación Mundial de Radios Comunitarios (AMARC), en la normativa internacional del derecho a la libertad de opinión y expresión.

Asesor Principal del Presidente del 47º período de sesiones de la Comisión de Derechos Humanos.

Presidente del Task Force del Comité contra el Apartheid de las Naciones Unidas, sobre prisioneros políticos en Sudáfrica.

Vicepresidente del Comité Social del Consejo Económico y Social (ECOSOC).

Consultor de la Defensoría del Pueblo del Perú.

Asesor del Consejo Centroamericano de Procuradores para la Defensa de Derechos Humanos.

Director General de Coordinación del Ministerio de Relaciones Exteriores del Perú.

Director General de Planeamiento del Ministerio de Relaciones Exteriores del Perú.

Representante Alterno del Perú ante las Naciones Unidas.

Consejero de la Embajada del Perú en París, Francia.

Participación en conferencias y negociaciones internacionales en materia de derechos humanos

Delegado del Perú a los períodos de sesiones de la Comisión de Derechos Humanos 42º a 45º y 47º.

Delegado del Perú en la Conferencia Internacional sobre la Autodeterminación de Palestina.

Representante de la ONUSAL en los 49º y 50º períodos de sesiones de la Comisión de Derechos Humanos.

Representante del Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo en el 52º período de sesiones de la Comisión de Derechos Humanos.

Representante de la ONUSAL a la Conferencia Latinoamericana Preparatoria de la Conferencia Mundial sobre derechos humanos.

Experiencia académica

Profesor de Relaciones Internacionales de la Academia Diplomática del Perú.

Profesor de Relaciones Internacionales en la Maestría en Derecho Internacional en la Universidad Católica del Perú.

Profesor de Relaciones Internacionales y Derecho Internacional en la Maestría de Derecho Internacional en la Universidad José Matías Delgado de El Salvador.

Profesor Visitante del Instituto de Administración Pública de París.

Director - Editor de la Revista Derechos Humanos, PNUD - PDH - El Salvador - Centroamérica.

Publicaciones sobre derechos humanos

Manual para la Calificación de las Violaciones a los Derechos Humanos (PNUD), 1998.

La Integración de los Sistemas Internacional y Nacional de Protección de los Derechos Económicos y Sociales, PDH El Salvador, 1997.

Manual para la Investigación de las Violaciones a los Derechos a la Vida, la Seguridad y la Integridad Personal (editor) PNUD - PDH, El Salvador, 1996.

La Impunidad en Centroamérica: Causas y Efectos (con otros autores), CODEHUCA, San José, 1995.

El Acuerdo Global sobre Derechos Humanos en Guatemala, en: Derechos Humanos, año IV, N° 1, junio 1995.

La Protección cuasi Jurisdiccional de los Derechos Humanos en: Derechos Humanos año IV, N° 5, junio 1997.

Sistema Informático para la Tutela de los Derechos Humanos, El Salvador, 1997.

Mr. FRIED VAN HOOF (Expert)

(Nominated by the Government of the Netherlands)

Personal data

Surname:	Van Hoof
Given names:	Godefridus Josephus Henricus (Fried)
Date of birth:	7 March 1949
Place of birth:	Eindhoven, the Netherlands
Nationality:	Dutch
Marital status:	Married to Marion Ward since 1972, four children
Address:	Achtersloot 29, IJsselstein, the Netherlands
Tel.:	31 (0)30 688 4525
Fax:	31 (0)30 687 3150
E-mail:	fenmvh@kabelfoon.nl

Education

1983, Doctorate, Utrecht University, the Netherlands (cum laude)
(Hugo Grotius Visiting Scholar, 1979-1980, Harvard Law School, Cambridge, Mass.,
United States of America

1976, Law degree, Utrecht University, the Netherlands

Professional career

1993-present:	Attorney at the law firm Bos-Veterman of Utrecht (part-time)
1990-present:	Chairman of the Netherlands Institute of Human Rights (SIM)
1986-1990:	Director of the Netherlands Institute of Social and Economic Law Research (NISER), Utrecht University, the Netherlands
1986-present:	Professor of International Law, Utrecht University, the Netherlands
1980-1986:	Senior lecturer, Utrecht University, the Netherlands
1975-1980:	Lecturer in International Law, Utrecht University, the Netherlands

Other activities

- 1998-present: Expert participant in the legal seminars relating to the EU-China human rights dialogue
- 1997-present: Member of the Working Group on Displaced Persons of the International Law Association
- 1993-present: Counsel for the applicant at the European Court of Human Rights in Strasbourg, France

Founding Member of the Netherlands Institute of Human Rights (SIM), Utrecht, the Netherlands

Former editor of the NJCM Bulletin (the Netherlands Journal for Human Rights)

Organizer of several international conferences, including:

- “The Right to Food: from Soft Law to Hard Law” in Utrecht, the Netherlands (1984)
“The Right to Complain about Economic, Social and Cultural Rights” in Utrecht, the Netherlands (1995)

Teaching experience outside Western Europe

- 1996: course at the University of the Western Cape (Cape Town) in South Africa
- Since 1985: courses at the Chinese Academy of Social Sciences (Beijing) in the People's Republic of China
- Since 1985: courses at the Universities of Jakarta (Java), Bandung (Java), Denpassar (Bali), Medan (Sumatra) and Menado (Sulawesi) in Indonesia
- Since 1980: courses at the University of Iowa (Iowa City), the University of Michigan (Ann Arbor) and the American University (Washington, D.C.), in the United States of America
- 1978: course at the Institute of Law and State (Moscow) in the (former) Soviet Union
- Lectures inter alia in Algeria, Namibia, Australia, Japan and Canada

Selected publications

As author and editor:

Theory and Practice of the European Convention on Human Rights (with P. van Dijk), Kluwer, Deventer, first edition (in Dutch) 1980, second edition 1984, third edition 1998 (850 pp.)

Multinationals and Human Rights (with others), Amnesty International/Pax Christi, Amsterdam/Utrecht, 1998 (72 pp.)

The Role of the Nation-State in the 21st Century: Human Rights, International Organizations and Foreign Policy, Kluwer Law International, The Hague, 1998 (504 pp.)

Human Rights: Chinese and Dutch Perspectives (with P. Baehr, Liu Nanlai and Tao Zhenghua), Martinus Nijhoff Publishers, The Hague, 1996 (160 pp.)

The Right to Complain about Economic, Social and Cultural Rights (with F. Coomans), SIM, Utrecht, 1995 (242 pp.)

Restructuring the International Economic Order: Indonesian and Dutch Perspectives (with P. van Dijk and S. Hartono), NISER, Utrecht, 1990 (205 pp.)

Law as a Norm and as an Inspiration (in Dutch) (with J. ten Berge, A. Jaspers and A. Swart), Ars Aequi Libri Nijmegen, 1986, (406 pp.)

Digest of Strasbourg Case-law relating to the European Convention on Human Rights (with P. van Dijk and L. Zwaak), Carl Heymans Verlag, Köln, 1984/1985, Volume I-V (3600 pp.)

Supervisory Mechanisms in International Economic Organisations (with P. van Dijk and K. de Vey Mestdagh), Kluwer, Deventer, 1984 (808 pp.)

Rethinking the Sources of International Law, Kluwer, Deventer, 1983 (doctoral thesis) (322 pp.)

Ms. LAMMY BETTEN (Alternate)

(Nominated by the Government of the Netherlands)

Personal data

Surname:	Betten
Given names:	Lammy
Date of birth:	14 December 1948
Place of birth:	Diever, the Netherlands
Nationality:	Dutch
Address:	9 Pennsylvania Close, Exeter EX4 6DJ, the United Kingdom
Tel.:	+44 1392 263 367
Fax:	+44 1392 263 196

Education

1985:	Doctorate, Utrecht University, the Netherlands
1979-1984:	European University Institute (Scholarship), Florence, Italy
1976-1979:	Law degree, Utrecht University (International and European Law), the Netherlands

Professional career

Since 1996	Professor of European Law, University of Exeter, United Kingdom. In 1997 awarded a Jean Monnet Chair in European Law
1986-1996	Associate Professor, International Social and Economic Public Law, Utrecht University, the Netherlands
1983-1986	Lecturer, Utrecht University, the Netherlands
1980-1983	Lecturer, Brabant University, Tilburg, the Netherlands

Other activities

1998-1999	Member, Committee of Experts of the European Commission (DG-V) to prepare a follow-up report on the future protection of human rights in the European Union
Until 1999	Editor-in-chief, <u>International Journal for Comparative Labour Law and Industrial Relations</u>
Since 1997	Member, Association of Friends of the International Labour Organization (on invitation)

- Since 1996 Member, Advisory Board, Butterworths Human Rights Cases
- Since 1996 Organizer and Chair, annual Lasok lecturers in European Law at the University of Exeter (speakers: in 1996, Pieter van Dijk, Member of the Council of State of the Netherlands and Judge at the European Court of Human Rights; in 1998, Michael Beloff, QC; in 1999, former Prime Minister Edward Heath. In 1997, Professor Betten gave her inaugural lecture on the democratic deficit in the European Union in lieu of the Lasok lecture)
- Since 1992 Member, Academic Board, Bologna Summer School on Comparative Industrial Relations
- Until 1996 Member, Economic and Social Council of the Netherlands
- Organizer of several international conferences, including:
- 1998 Organizer and chair of an international conference, in cooperation with the Council of Europe, on the significance of the new Bill of Rights in the United Kingdom, Exeter (United Kingdom)
- 1996 Organizer and chair of an international conference, in cooperation with the European Commission, the European Trade Union Conference and the Dutch Federation of Trade Unions on the future protection of economic and social fundamental rights in the legal order of the European Communities/Union, Amsterdam (The Netherlands)
- 1996 Co-organizer and speaker, 5th European Congress of the International Society for Labour Law and Industrial Relations, Leiden (The Netherlands)
- 1995 Organizer of an international conference on the future of the employment contract in view of the globalization of the economy, The Hague (The Netherlands)
- Teaching experience/guest lecturers (selected)
- Since 1998 Guest lecturer on the protection of human rights in the European Union, Université d'Aix/Marseille (France)
- Since 1995 Guest lecturer at the Peace Palace in The Hague in courses on human rights for lawyers from Eastern Europe, Africa and China
- Since 1995 External examiner and lecturer on European labour law and industrial relations, University of Leicester (United Kingdom)
- Since 1992 Lectures on European, international and comparative labour law at the Bologna Summer School on comparative industrial relations
- 1998 Guest lecturer on the protection of human rights in the European Union and international labour law, University of Lund (Sweden)

Since 1984 Teaches international law, European law, international human rights protection, and international and comparative labour law at the Universities of Brabant (The Netherlands), Utrecht (The Netherlands) and Exeter (United Kingdom)

Selected publications

Books

The Human Rights Act 1998 - What It Means (ed.), Kluwer International Law, London, 1999 (322 pp.)

Human Rights in the European Union (with N. Grief), Longman, London, 1998, (158 pp.)

The Protection of Fundamental Social Rights in the European Union (ed., with D. MacDevitt), Kluwer Law International, The Hague/London/Boston, 1996 (308 pp.)

The Employment Contract in Transforming Labour Relations, Kluwer Law International, The Hague/Boston/London, 1995 (200 pp.)

International Labour Law, Kluwer International Law, The Hague/Boston/London, 1993 (467 pp.)

The Incorporation of Fundamental Rights in the Legal Order of the European Communities: With Special Reference to the Right to Strike, North Holland, 1985 (doctoral thesis)

Selected articles and contributions to books

“All humans are different, Some considerations on the principle of equality”, in Fundamental Values, Hart Publishers, London, to be published in 2000

“The democratic deficit of participatory democracy in Community social policy”, in European Law Review, vol. 23, No. 1, Feb. 1998 (pp. 65-81)

“The concept of positive sex discrimination in Community law - before and after the Treaty of Amsterdam” (with V. Shrubsall), in International Journal for Comparative Labour Law and Industrial Relations, vol. 14, Spring 1998 (pp. 20-36)

“The role of social partners in the Community’s social policy, in Labour Law and Industrial Relations at the Turn of the Century, Liber Amicorum for Professor Roger Blanpain, University of Louvain, Belgium, Kluwer Law International, The Hague/London/Boston, 1998 (pp. 239-261)

Mr. ASBJØRN EIDE (Expert)

(Nominated by the Government of Norway)

Senior fellow, founder and former Director, Norwegian Institute of Human Rights, Oslo

Address: Universitetsgaten 22, N-0162 Oslo, tel. (47) 22 84 20 04, fax (47) 22 84 20 02

The Norwegian Human Rights Institute is organized as a Centre under the Senate of the University of Oslo. The Institute has an international focus, and has presently a staff of some 20 persons, of whom 10 are permanently employed. Its task is to organize through international collaboration activities in the fields of research, information and documentation on the realization of international human rights.

Former Director and senior fellow of the International Peace Research Institute, Oslo (1970-1986), an institution for postgraduate research in the fields of conflict studies, armament and disarmament, and on policies of peace, including those of international agencies.

Former Secretary-General (1971-1975), International Peace Research Association, a worldwide network of researchers in the field of conflict studies, peace policies and armament/disarmament.

Member, Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities 1981-1983 and from 1988 until present. Chairman of the Sub-Commission, 1996.

As a member of the Sub-Commission, Mr. Eide has been entrusted with a number of special tasks. He has been:

Chairman of the Sub-Commission 1996

Special Rapporteur on the right to conscientious objection as a human right
(E/CN.4/Sub.2/1983/30)

Special Rapporteur on the achievements of the Decade to Combat Racism and Racial Discrimination (first part in E/CN.4/Sub.2/1985/7, the final report delivered in 1988)

Special Rapporteur on the new international economic order and the promotion of human rights: the right to adequate food as a human right (published in the United Nations Centre for Human Rights, Study Series, No. 1), thoroughly updated 1999
(E/CN.4/Sub.2/1999/12)

Special Rapporteur on peaceful and constructive ways of handling situations involving minorities

First chairman of the Working Group on the Rights of Indigenous Peoples (1982-1983)

Chairman of the Working Group on Contemporary Forms of Slavery (1988-1989)

Currently Chairman of the Working Group on Minorities (1995-)

Former member (1979-1982), Council of Europe, Committee of Experts on Human Rights Education, Information and Research

Past activities in the field of human rights

Most of the books and some of the articles in English, French and Norwegian on human rights are found in the abbreviated bibliography below. He has been involved in the organization of and contributed to numerous seminars on human rights in different parts of the world. These include, the series called Armand Hammer Conferences on Human Rights and Peace. Organized first in Oslo in 1978 and subsequently held annually or near-annually in Austria, Poland, the United States, France and Spain.

Lectured on human rights in China, the United States, Canada, France, Switzerland, Romania, Africa (Cape Town, Durban, Gaborone, Dakar, Harare, Yaoundé), Poland, Russia, Latvia, Estonia, Japan, Ukraine, Georgia, Chile, Sri Lanka, as well as in the Nordic countries - Denmark, Finland, Iceland, Norway and Sweden, including several series of lecturers at the summer courses of the International Institute of Human Rights, Strasbourg, and at the University of Oxford.

Invited as resource person, consultant and author of background papers to numerous seminars and other activities organized by the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (formerly the Centre for Human Rights), UNESCO, UNRISD, UNITAR, the United Nations University and UNDP. Contributions were in most cases published by these institutions. Some are found in the attached, abbreviated bibliography.

Initiator of international networks of human rights research, information and documentation. These include:

Founder member and former Vice-President of the Human Rights Documentation System (HURIDOCs), former coordinator of the Nordic Committee of Cooperation for Human Rights Research, Information and Education; founder member (until 1997) of International Alert, a body dealing with research and information on human rights during times of conflict; former member of Advisory Board, Human Rights Internet, Ottawa, Canada; former member of Advisory Board, Human Rights Advocates, California; member of Advisory Board, Food International Action Network (FIAN), headquartered in Bonn, Federal Republic of Germany; former member of Council, African Center for Human Rights and Democracy, Banjul; member of Council, Romanian Institute of Human Rights (from 1991), Chairman of the International Advisory Board of the Latvian Institute of Human Rights, University of Latvia (Riga).

Involvement in these activities has resulted in an extensive network within the field of human rights research and information throughout the world

For many years chairman of a Norwegian committee providing financial assistance for purposes of education to refugees from South Africa, Namibia and formerly also the Portuguese colonies.

Editor and later member of editorial board, Nordic Journal of Human Rights (Mennesker og Rettigheter).

Member of official fact-finding missions of the CSCE (now OSCE) to Georgia, Armenia/Azerbaijan/Nagorno-Karabakh and the Krajina region of Croatia.

Activities in the field of peace research and international studies

As senior fellow and Director of the International Peace Research Institute, involved in international and interdisciplinary research projects on conflict studies. As Secretary-General of the International Peace Research Association, involved in research interaction between scholars from different parts of the world and from different political systems.

Former member of the Board of the Danish Centre for Conflict and Peace Research; formerly member and for several years Chairman of the Nordic Committee for the Study of International Relations, including Conflict and Peace Research.

As Secretary-General of International Peace Research Association, organized conference in Varanasi (India) 1974 and summer school sessions in V sterhuninge (Sweden) 1976, 1977 and 1978, where several themes were studied, including the conflict dimensions of the international economic order, and the international structure of research activities ("Research on research").

For many years, member of the editorial board of the journals Bulletin of Peace Proposals (Oslo) and Current Research on Peace and Violence (Tampere, Finland); at present member of the editorial board of the Nordic Journal on Human Rights (Mennesker & Rettigheter) and Nordic Journal of International Law.

Education and professional background

Born in Voss, Norway, 11 February 1933

Graduated from secondary school, Eidsvoll, 1952 with S.tf. (pre cateris, i.e. top marks); Studies in philosophy and law. Graduated from the Faculty of Law, University of Oslo, 1960, (L.I.M) with best result of the year; one year (1960-1961) employed at the Norwegian Ministry of Justice, section for the preparation of legislation; joined the University of Oslo, Faculty of Law, from 1961, as Assistant Professor, subsequently Associated Professor and Senior Fellow; invited as Visiting Fellow to the Institute of War and Peace Studies. Columbia University, New York, 1965-1966; joined the interdisciplinary postgraduate research institution International Peace Research Institute from 1970 and was repeatedly Director of that Institute before establishing and being appointed Director of the Norwegian Institute of Human Rights.

Dr. juris honoris causa, Lund University, 1991.

Member of delegation appointed by the Ministry for Foreign Affairs of Norway to the Diplomatic Conferences on the Reaffirmation and Development of Humanitarian Law Applicable in Armed Conflict, Geneva 1974-1977. Member of delegation appointed by the Ministry of Foreign Affairs of Norway to the first World Conference to Combat Racism, Geneva, 1978.

Bibliography

A full list of scientific publications, excluding brief articles written in a popular style, would include some 150 entries. Below follows a selection of these publications.

Books in English:

Asbjørn Eide and August Schou (editors): *The International Protection of Human Rights. Proceedings of the Seventh Nobel Symposium*, Almqvist and Wiksell, Interscience Publishers, 1968

Mary Kaldor and Asbjørn Eide: *The World Military Order. The Impact of Military Technology on the Third World*. London: The Macmillan Press, 1979

Asbjørn Eide and Marek Thee: *Problems of Contemporary Militarism*. London, Croom Helm Ltd., 1980

Asbjørn Eide and Marek Thee: *Frontiers of Human Rights Education*. Oslo, Norwegian University Press, 1983

Asbjørn Eide et. al.: *Food as a Human Right*. Tokyo: The United Nations University, 1984

Asbjørn Eide: *Human Rights in the World Society*. NOU 1977:23. English version. Norwegian University Press

Asbjørn Eide and Jan Helgesen: *The Future of Human Rights Protection in a Changing World, Fifty Years After the Four Freedoms Address*, 391 pp. Norwegian University Press, 1991

Asbjørn Eide et. al.: *The Universal Declaration of Human Rights: A Commentary*. Appr. 500 pp. Norwegian University Press/Oxford University Press, 1991

Asbjørn Eide and Bernt Hagtvet: *Towards a More Humane World: The Challenge of Human Rights after 40 Years*. London: Blackwell, 1992

Asbjørn Eide, Catarina Krause and Allan Rosas (eds.): *Economic, Social and Cultural Rights - a Textbook*. Dordrecht/Boston/London: Martinus Nijhoff, 1995

Asbjørn Eide: Peaceful and Constructive Resolution of Situations Involving Minorities. Tokyo: United Nations University, 1995

Gudmundur Alfredsson and Asbjørn Eide: The Universal Declaration of Human Rights - A Common Standard of Achievement. Kluwer Law International, 1998

Books in Norwegian:

Asbjørn Eide: FNs fredsbevarende operasjoner (Peacekeeping operations of the United Nations). Oslo: Pax forlag, 1966

Asbjørn Eide: Det internasjonale menneskerettighetsvern (The International System for the Protection of Human Rights). Norwegian University Press, 1978

NOU 1977:5 - Urfolks landrettigheter etter folkerett og utenlandsk rett (Asbjørn Eide chairman of the committee writing the report)

Contributor to books:

Asbjørn Eide: United Nations Forces in Domestic Conflict. In: United Nations Peacekeeping Forces, the Oslo Papers (Per Frydenberg, ed), Oslo, 1966

Asbjørn Eide: Armament, Inequality and Humanitarian Concern. In: Declaration on Principles, a Quest for Universal Peace (Robert Akkerman et. al, editors), Leyden, 1977

Asbjørn Eide: The New Humanitarian Law in Non-International Conflict. In: The New Humanitarian Law of Armed Conflict (A. Cassese, ed.) Naples, 1979

Asbjørn Eide: Sovereign Equality versus the Global Military Structure. In: The New Humanitarian Law of Armed Conflict (A. Cassese, ed.), Naples, 1979

Asbjørn Eide: The Laws of War and Human Rights: Differences and Convergences. In: Etude et essais sur le droit international humanitaire et sur les principes de la Croix-Rouge, en l'honneur de Jean Pictet. Genève, 1984

Asbjørn Eide: Indigenous Populations and Human Rights. In: Native Power. The Quest for Autonomy. Norwegian University Press, 1985

Asbjørn Eide: The Human Rights Movement and the Transformation of the International Order. In: Alternatives, special issue on Social Transformation and Humane Governance. New York and Delhi, 1986

Asbjørn Eide: Respect for Humanitarian Norms in International Disturbances and Tension. In: Modern Wars, the Humanitarian Challenge. A Report of the Independent Commission for International Humanitarian Issues, published by Zed Books 1986 (also in French)

Asbjørn Eide: Troubles et tensions internes. In: *Les dimensions internationales du droit humanitaire*, UNESCO et Institut Henry Dunant; Pedone 1986

Asbjørn Eide: Le droit de s'opposer aux violations des droits de l'homme. In: *Violations des droits de l'homme: Quel recours, quel resistance?* UNESCO 1983

Asbjørn Eide: In Search of Constructive Alternatives to Secession. In: *Modern Law of Self-Determination* (Christian Tomuschat, ed.), Dordrecht/Boston/London: Martin Nijhoff, 1993

Asbjørn Eide: Future Protection of Economic and Social Rights in Europe: In: *Monitoring Human Rights in Europe* (Arie Bloed et. al., eds.), Dordrecht/Boston/London: Martin Nijhoff, 1993

Asbjørn Eide: Human Rights in Development - and in Development Co-operation. In: *Forum for Development Studies*. Oslo, 1994

Asbjørn Eide: Human Rights, World Society and Particular Communities. In: *Indigenous Peoples, Human Rights and Global Interdependence* (Patricia Morales, ed.), Tilburg: International Centre for Human and Public Affairs, 1994

Asbjørn Eide: Minority and Group Rights under the Contemporary International Order. In: *Questions de Minorités en Europe* (Panayotis Grigoriou, ed.), Bruxelles, Presses Interuniversitaires Européennes, 1994

Asbjørn Eide: Towards a Framework for Law and Policy. In: *Universal Minority Rights* (A. Phillips and A. Rosas, eds.) Åbo University, 1995

Asbjørn Eide: Peaceful Group Accommodation as an Alternative to Secession in Sovereign States. In Clark, Donald and Robert Williamson (ed): *Self-determination - International Perspectives*. Macmillan Press, London, 1995

Asbjørn Eide: Equality, nationalism and minority rights - a dilemma in democratization. In Alfredsson, Gudmundur and Peter Macalister-Smith: *The Living Law of Nations*, N.P. Engel Publisher, Strasbourg and Arlington, 1966

Asbjørn Eide: Cultural autonomy. In Markku Suksi (ed.), *Autonomy: Applications and Implications*. Kluwer Law International, The Hague, London and Boston, 1998

Asbjørn Eide: Multicultural Education and Group Accommodation in the Light of Minority Rights. In Sia Spiliopoulou Åkermark: *Human Rights Education - Achievements and Challenges*. Institute for Human Rights, Åbo Akademi University in collaboration with UNESCO, Turku, 1998

Asbjørn Eide: Freedom from want. Taking economic and social rights seriously. In the Netherlands Ministry of Foreign Affairs/Barend van der Hejden and Bahia Tahzib-Lie: Reflections on the Universal Declaration of Human Rights - a Fiftieth Century Anthology. Martinus Mijhoff Publishers, The Hague, Boston and London, 1998

Asbjørn Eide: The historical significance of the Universal Declaration. In International Social Science Journal, Special Issue on the 50th anniversary of the Universal Declaration, Blackwell Publishers/UNESCO, December 1998-12-22

Not included here are numerous articles to journals (e.g. in International Social Science Journal, in Conflict Resolution, in Journal of Peace Research, in International Studies Quarterly, in Vereinte Nationen, in Human Rights Law Journal, in Notre Dame Law Journal, in Transnational Law and Contemporary Problems, and in several Nordic and Norwegian journals)

Mr. JAN HELGESEN (Alternate)

(Nominated by the Government of Norway)

Born 1947, in Norway, law degree 1975 from the Faculty of Law, University of Oslo, Norway. Employed at the Faculty of Law (Oslo) from 1971, since 1985 as associate professor, where he teaches legal methodology, constitutional law and public international law. Former senior researcher, at present vice chairman of the board of the Norwegian Institute of Human Rights.

Legal adviser to the Ministry for Foreign Affairs of Norway.

Published several articles and books on legal methodology, constitutional law and public international law.

Member of the Commission on Democracy through Law (“The Venice Commission”). Alternate member of the Sub-Commission.

Since the beginning, Norwegian representative to the (ad hoc) Working Group mandated to elaborate a “Declaration on the Right and Responsibility of Individuals, Groups and Organs of Society to Promote and Protect Universally Recognized Human Rights and Fundamental Freedoms”. During the last five years, Chairman of this Working Group. The Declaration was adopted by the United Nations General Assembly on 9 December 1998.

Mr. DAVID WEISSBRODT (Expert)

(Nominated by the Government of the United States of America)

Address: 2001 West 21st Street, Minneapolis, Minnesota 55405, United States of America.

Telephone: 612-377-4578 (home), 612-625-5027 (office), 612-625-2011
(fax)

Internet: weiss001@tc.umn.edu (e-mail)
<http://www.umn.edu/humanrts/> (Human Rights Library)

High school:	Bethesda-Chevy Chase High School East-West Highway, Bethesda, Maryland	9/59-6/62
College:	Columbia College, Columbia University New York New York (A.B. 6/66)	9/62-6/64 9/65-6/66
	London School of Economics University of London United Kingdom	10/64-7/65
Law school:	University of California Law School Boalt Hall, Berkeley, California Note & Comment Editor, California Law Review; Order of Coif	9/66-6/69
Bar:	Member of California Bar (since January 1970), District of Columbia Bar (since August 1973), Minnesota Bar (since November 1975), and Bar of the Supreme Court of the United States (since February 1974).	
Work experience:	Professor, University of Minnesota Fredrikson & Byron Professor of Law, Briggs & Morgan Professor of Law, Julius E. Davis Professor of Law, University of Minnesota	6/78-present 12/97-present 8/89-12/97 9/85-6/86
	Visiting Professor University Jean-Moulin Faculté de Droit Lyon, France	10/83-12/83

Legal Office International Secretariat Amnesty International	9/82-9/83
Covington & Burling Washington, D.C.	1/73-5/75
Robbins Fellowship from University of California Law School	9/71-12/72
California Supreme Court (law clerk for Associate Justice Mathew O. Tobriner)	6/69-9/71

Selected Books:

- D. Weissbrodt, Immigration Law and Procedure in a Nutshell (1984, 2d ed. 1989, 3d ed. 1992, 4th ed. 1998)
- D. Weissbrodt and P. Parker, The United Nations Commission on Human Rights, an Orientation Manual for Non-Governmental Organizations (1988, rev. ed. 1993)
- F. Newman & D. Weissbrodt, International Human Rights: Law, Policy, and Process (1990, Supp. 1994, 2d ed. 1996)
- D. Weissbrodt, Human Rights and Pre-Trial Detention, United Nations document HR/P/PT/3 (1994)
- D. Weissbrodt and R Wolfrum, The Right to a Fair Trial (1998)

Selected Articles:

Weissbrodt, A New United Nations Mechanism for Encouraging the Ratification of Treaties, 76 AJIL 418 (1982), republished in expanded version 4 Human Rights Q. 333 (1982)

Weissbrodt, NGOs and the international standard setting process, 3 Mennesker og Rettigheter 20 (1983)

Maher & Weissbrodt, The Forty-First Session of the United Nations Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities, 12 Human Rts. Q. 260 (1990)

Brody, Convery & Weissbrodt, The Forty-Second Session of the Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities, 13 Human Rts. Q.260 (1991)

Reierson and Weissbrodt, The Forty-Third Session of the United Nations Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities. The Sub-Commission Under Scrutiny, 14 Human Rts. Q. 232 (1992)

Kayal, Parker, & Weissbrodt, The Forty-Fourth Session of the UN Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities and the Special Session of the Commission on Human Rights on the Situation in the Former Yugoslavia, 15 Human Rts. Q. 410 (1993)

Weissbrodt & Hicks, Implementation of human rights and humanitarian law situations of armed conflict, 293 Int'l Rev. Red Cross 120 (1993)

David Weissbrodt and Wendy Mahling, Highlights of the Forty-Sixth Session of the Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities, ACLU International Civil Liberties Report 5 (March 1995)

Weissbrodt, Book Review (Matthew Craven, The International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights. A Perspective on Its Development), 90 AJIL 705 (1996)

Hoffman & Weissbrodt, Bibliography for Research on International Human Rights, 6 Minn. J. Global Trade 200 (1996)

Weissbrodt & Sosamma Samuel, Review of Developments at the Forty-Eighth Session of the United Nations Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities 15 Neth. Q. Hum. Rts. 103 (1997)

David Weissbrodt, Shinobu Garrigues, & Roman Kroke, An Analysis of the Forty-ninth Session of the United Nations Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities, 11 Harvard Human Rights J. 221 (1998)

Weissbrodt, Non-State Entities and Human Rights within the Context of the Nation-State in the 21st Century, in the Role of the Nation-State in the 21st Century 175 (Monique Castermans-Holleman, Fried van Hoof, & Jacqueline Smith, ed. 1998)

Weissbrodt, Gomez & Thiele, Brief Summary of the Fiftieth Session of the United Nations Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities, 16 Netherlands Q. Hum. Rts. 553 (1998)

Weissbrodt, Highlights of the Fiftieth Session of the United Nations Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities, 17J. Law & Inequality 445 (1999)

Weissbrodt, Working paper on the rights of non-citizens, United Nations document E/CN.4/Sub.2/1999/7 (1999).

Other Publications (over 100 other articles and monographs on human rights and other aspects of international law in the American Journal of International Law, Harvard International Law Journal, Human Rights Quarterly, Netherlands Human Rights Quarterly, Journal of Peace Research, etc.)

International human rights and other activities

Member, Sub-Commission on the Promotion and Protection of Human Rights (1996-present)
(formerly, Sub-Commission on the Prevention of Discrimination and Protection of Minorities)

Vice-Chairman, Sub-Commission on the Prevention of Discrimination and Protection of Minorities (1998)

Trainer for United Nations/OAS International Civil Mission in Haiti (1993) and for
United Nations Civilian Affairs and Civilian Police Officers (1995)

Public Member, United States Delegation to Commission on Human Rights (1993, 1994, 1995)

Member, Editorial Review Board, Human Rights Quarterly (1986-present)

Member, Editorial Board, Netherlands Human Rights Quarterly (1992-present)

Member, Editorial Board, University of Pennsylvania Press Human Rights Series (1986-present)

University of Minnesota Outstanding Community Service Award (1999)

Twin Cities International Citizen Award (1998)

Co-Director, Human Rights Center, University of Minnesota (1988-present)

Founding member and Legal Counsel, Board of Directors, Center for Victims of Torture
(1986-present)

Board of Directors, International Human Rights Internship Program (sending interns to work in
human rights organizations around the world) (Founder and Chair, 1976-90; Advisory
Committee member, 1990-present)

Member, American Society of International Law (1975-present)

Member, American Law Institute (1983-present)

Adjunct Associate, Hubert H. Humphrey Institute of Public Affairs, University of Minnesota
(1994-present)

Ms. BARBARA FREY (Alternate)

(Nominated by the Government of the United States of America)

Address: 1726 Stanford Avenue, St. Paul, Minnesota 55105, United States of America

Telephone: 651-699-4760

Fax: 651-699-7114

E-Mail: freyx001@tc.umn.edu

Education

College: University of Notre Dame, Notre Dame, Indiana (B.A., 1978)

Law School: University of Wisconsin Law School, Madison, Wisconsin (J.D., 1982)

Bar

Member of Minnesota Bar since 1983

Work experience

- | | |
|-----------------|--|
| 1989 to present | University of Minnesota Law School, Minneapolis, MN; Adjunct Professor, University of Minnesota College of Liberal Arts, Institute for Global Studies, Assistant Professor, Hamline University Graduate Liberal Studies Program, Adjunct Professor (Spring 1998, Spring 2000). |
| 1985 to 1996 | Minnesota Advocates for Human Rights, Minneapolis, MN; Executive Director (formerly, Minnesota Lawyers International Human Rights Committee). |
| 1983 to 1985 | Dorsey & Whitney, Minneapolis, MN, associate lawyer. |

Selected Publications

Frey, et al., Manual on the Effective Documentation of Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, (The “Istanbul Protocol”), Physicians for Human Rights, 1999.

Asamoah, Frey, et al., International Human Rights, 32 The International Lawyer 559 (Summer 1998)

Frey, The Role of Non-Governmental Organizations in Protecting Human Rights, 24 The Journal of Intergroup Relations 57 (Winter 1997-98)

Frey, Legal and Ethical Responsibilities of Transnational Corporations in the Protection of International Human Rights, 6 Minnesota Journal of Global Trade, 153 (Winter 1996)

Frey, et al., Manual on the Effective Prevention and Investigation of Extra-Legal, Arbitrary and Summary Executions, United Nations Centre for Social Development and Humanitarian Affairs (1991)

Frey, Assisting Indigent Political Asylum Seekers in the United States: A Model for Volunteer Legal Assistance, 13 Hamline L. Rev. (Summer 1990)

Frey, Book Review: Human Rights in the World Community: Issues and Action, 8 Journal of Law and Inequality (March 1990)

Frey, The Minnesota Center for Torture Victims: Setbacks and Advances for a Proposed American Model Treatment Program, 8 Hamline Journal of Law and Public Policy (Spring 1987)

Frey, A Convention Against Disappearances, Human Rights Internet Reporter (Spring 1989)

International and other experiences

Chair of legal committee for drafting conference of Manual on the Effective Documentation of Torture or Cruel, Inhuman or Degrading Treatment (1999)

Represented Minnesota Advocates for Human Rights at the United Nations Plenipotentiary Treaty Conference on the Establishment of an International Criminal Court (1998)

Chair, St. Paul-Minneapolis Committee on Foreign Relations (1995-present)

Vice-chair, Hubert H. Humphrey Institute of Public Affairs, Advisory Committee (1998-present)

Chair, Advisory Board, Center for Social Concerns, University of Notre Dame (1998-present)

Fellow, Salzburg Seminar, Human Rights: An International Legal Perspective (1996)

Twin Cities International Citizen Award, Minnesota (1996)

Represented Minnesota Advocates for Human Rights at Fourth World Conference on Women (1995)

Represented Minnesota Advocates for Human Rights at Preparatory Conference for Fourth World Conference on Women (1994)

Advocacy Award conferred by the Minnesota State Bar Association, Civil Litigation Section (1993)

Represented Minnesota Advocates for Human Rights at Commission on Human Rights (1987 and 1991)

Conference rapporteur, Building Understanding and Respect Between People of Diverse Religions or Beliefs, the Second International Conference on Ways to Promote the 1981 UN Declaration on the Elimination of Discrimination Based on Religion or Belief (1989)

Acting Director, Center for Victims of Torture, Minneapolis, MN (1985-86)

Annex II

**LIST OF THE MEMBERS AND ALTERNATES OF THE SUB-COMMISSION ON
THE PROMOTION AND PROTECTION OF HUMAN RIGHTS**

Note: The year given against the names of the Sub-Commission members and alternates represents the year when the term of office expires; the terms of office expire upon election of members of the Sub-Commission at the fifty-sixth (2000) session or at the fifty-eighth (2002) session of the Commission on Human Rights.

Mr. Miguel Alfonso Martínez * Ms. Marianela Ferriol Echevarría	(Cuba)	2000
Mr. José Bengoa * Mr. Alejandro Salinas Rivera	(Chile)	2002
Mr. Marc Bossuyt * Mr. Guy Genot	(Belgium)	2000
Mr. Volodymyr Boutkevitch * Mr. Oleg Shamshur	(Ukraine)	2000
Ms. Erica-Irene A. Daes * Ms. Kalliopi Koufa	(Greece)	2002
Mr. Asbjørn Eide * Mr. Jan Helgesen	(Norway)	2000
Mr. Fan Guoxiang * Mr. Zhong Shukong	(China)	2002
Mr. Héctor Fix-Zamudio * Mr. Alfonso Gómez-Robledo Veduzco	(Mexico)	2002
Mrs. Clemencia Forero Ucros * Mr. Alberto Diaz Uribe	(Columbia)	2000
Mr. Rajenda Kalidas Wimala Goonesekere * Ms. Deepika Udagama	(Sri Lanka)	2002
Mr. El-Hadji Guissé	(Senegal)	2002
Ms. Françoise Jane Hampson * Ms. Helena Cook	(United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland)	2002

* Alternate

Mr. Ribot Hatano * Mr. Yozo Yokota	(Japan)	2000
Mr. Louis Joinet * Mr. Emmanuel Decaux	(France)	2002
Mr. Ahmad Khalifa * Mr. Ahmed Khalil	(Egypt)	2000
Mr. Ioan Maxim * Mr. Antoanella Iulia Motoc	(Romania)	2000
Mr. Mustapha Mehedi	(Algeria)	2000
Mr. Joseph Oloka-Onyango	(Uganda)	2002
Mr. Sang Yong Park * Mr. Myung Chul Hahm	(Republic of Korea)	2000
Mr. Paulo Sérgio Pinhheiro * Ms. Marília S. Zelner Gonçalves	(Brazil)	2002
Mr. Teimuraz O. Ramishvili * Mr. Vladimir Kartashkin	(Russian Federation)	2002
Mr. Yeung Kam Yeung Sik Yuen	(Mauritius)	2002
Mr. Soli Jehangir Sorabjee	(India)	2002
Ms. Halima Embarek Warzazi	(Morocco)	2000
Mr. David Weissbrodt * Ms. Gay J. McDougall	(United States of America)	2000
Mr. Fisseha Yimer	(Ethiopia)	2000

* Alternate